

# JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

Destinations	Abonnement						ABONNEMENTS, ANNONCES ET AVIS DIVERS
	1 an		6 mois		3 mois		
	Ordin.	Avion	Ordin.	Avion	Ordin.	Avion	
Togo .....	6 000	—	3 300	—	1 725	—	Pour les abonnements, annonces et réclamations, s'adresser à l'EDITOGO B.P. 891 — Tél. 21-37-18 — Fax (228) 21-61-07 — LOME
France, Afrique .....	—	8 400	—	4 620	—	2 415	
Autres pays .....	—	12 000	—	6 600	—	3 450	
							Les abonnements et annonces sont payables d'avance

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION :

CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE — TEL : 21-27-01 — LOME

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

#### LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

#### DECRETS

##### PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

1995

3 Fév. — Décrets n°s 95-002, 003, 004, 005, 006, 007/PR portant nominations..... 191

##### ARRETES ET DECISIONS

##### MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

1995

21 Fév. — Arrêté n° 26/MIDN portant nomination d'un attaché d'ambassade..... 192

Décisions portant radiations, exclusions, rectification de nom et prénoms, engagement, réformes et imputations..... 192

##### MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA DECENTRALISATION

1995

13 Fév. — Arrêté n° 20/MID portant création et composition d'une commission de censure des films cinématographiques..... 194

2 Fév. — Arrêtés portant remise à disposition, nominations et rappel à l'activité..... 195

##### MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

1995

3 Fév. — Arrêté n° 110/MIE/DF/DCO/CA portant création d'une caisse d'avance..... 196

3 Fév. — Décision n° 116/MIE/DF accordant un complément de crédit au Directeur général du Trésor et de la Comptabilité publique..... 196

##### MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION

1995

6 Fév. — Arrêté n° 2/MAEC/SG/DAP/DVGP portant rappel..... 196

## MINISTERE DE L'EQUIPEMENT

1995

15 Fév. — Arrêté n° 2/ME/DGUH portant approbation du plan de lotissement de POWAI..... 196

15 Fév. — Arrêté n° 3/ME/DGUH portant approbation des plans de lotissement des secteurs de Tomdé-nord, Lama-Fehin et Lassa-Elimde..... 197

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL,  
DE L'ENVIRONNEMENT ET DU TOURISME1995

1<sup>er</sup> Fév. — Arrêtés portant nominations..... 198

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE  
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

1<sup>er</sup> Fév. — Arrêtés portant admission définitive et nominations..... 199

— Rectificatif à l'arrêté n° 37/MEN-RS portant admission définitive..... 200

## MINISTERE DU COMMERCE, DES PRIX ET DES TRANSPORTS

1995

6 Fév. — Arrêté n° 3/MCT/DAC portant autorisation de la Mission ABWE Baptiste à utiliser au Togo un avion d'immatriculation étrangère..... 200

8 Fév. — Arrêté interministériel n° 4/MCPT/MEF/MDRET portant interdiction provisoire de l'exportation des céréales..... 200

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE  
ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE1995

7 Fév. — Arrêté n° 1/METFP portant création du Centre Régional d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle (CRETFP) d'Atakpamé..... 200

MINISTERE DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL, DE LA FONCTION  
PUBLIQUE ET DES AFFAIRES SOCIALES1995

— Arrêtés portant nominations, intégrations, détachement, titularisations, absence irrégulière, reprises de service, suspension de fonctions, révocation, admission à la retraite, prorogation de stages et position de stage..... 201

— Rectificatifs à des arrêtés portant admission à la retraite et promotion..... 206

DIVERS

## CAISSE DE RETRAITES DU TOGO

1995

6 Fév. — Décision n° 68/CRT/DP portant concession d'une pension temporaire aux orphelins de feu Mortant F. Sowouanou..... 206

6 Fév. — Décision n° 70/CRT/DP portant concession d'une pension aux ayants cause de feu Djabaoui Kossi Baèm..... 206

6 Fév. — Décision n° 71/CRT/DP portant concession d'une pension de veuves de feu Akouété Abati Anani Robert..... 207

6 Fév. — Décision n° 72/CRT/DP portant concession de pension de retraite à M. Tigoué Kouassi..... 207

6 Fév. — Décision n° 73/CRT/DP portant concession de pension de retraite à M. Agbodjan Prince Tété..... 207

6 Fév. — Décision n° 74/CRT/DP portant concession de pension de retraite à Mme Loko Dovi Holalé épouse Sidji..... 208

6 Fév. — Décision n° 75/CRT/DP portant concession de pension de retraite à Mme Benthon Ayaba Monché, épouse Ekué Héttah..... 208

6 Fév. — Décision n° 76/CRT/DP portant concession de pension de retraite à M. Tétégan Godwin Anani..... 208

6 Fév. — Décision n° 77/CRT/DP portant modification du taux de majoration pour enfants allouée à de M. Birregah A.M. Djambagou..... 209

6 Fév. — Décision n° 78/CRT/DP accordant majoration pour enfants allouée à M. Lemou Pidèntèluni..... 209

6 Fév. — Décision n° 79/CRT/DP modifiant le taux de majoration pour enfants allouée à M. Bimizi Pétchéi..... 209

6 Fév. — Décision n° 80/CRT/DP modifiant le taux de majoration pour enfants allouée à M. Amédégnato Anani Messékodé..... 209

6 Fév. — Décision n° 81/CRT/DP portant concession de pension de retraite à M. Kolla Tchaa Mayaba..... 209

13 Fév. — Décision n° 103/CRT/DP portant concession de pension de retraite à M. Koudouyor D. Foli..... 210

13 Fév. — Décision n° 104/CRT/DP portant concession de pension de retraite à M. Kondi Tchandikou..... 210

13 Fév. — Décision n° 105 CRT DP portant concession de pension de retraite à M. Tsigbé K. Eménefa.....	211
13 Fév. — Décision n° 106 CRT DP portant concession de pension de retraite à M. Ahlin Koffi Ata.....	211
13 Fév. — Décision n° 107 CRT DP portant concession de pension de retraite à M. Aménizini Kossi.....	211
13 Fév. — Décision n° 108 CRT DP portant concession de pension de retraite à M. Folly M. Nonvissou.....	211
13 Fév. — Décision n° 109 CRT DP portant concession de pension de retraite à M. d'Almeida Ayité Gamélé.....	212
13 Fév. — Décision n° 110 CRT DP portant concession de pension de retraite à M. Péré Kondalim.....	212
13 Fév. — Décision n° 111 CRT DP portant concession de pension de retraite à M. Missihou Assou.....	212
13 Fév. — Décision n° 112 CRT DP portant concession de pension de retraite à M. Dogblé K. M. Adém.....	213
13 Fév. — Décision n° 113 CRT DP portant concession de pension de retraite à M. Agbodjan Tondosseh.....	213
13 Fév. — Décision n° 114 CRT DP portant concession de pension de retraite à M. Obinayede K. Ezoba.....	214
13 Fév. — Décision n° 115 CRT DP portant concession de pension de retraite aux orphelins de feu Tsogbalé Kossi.....	214
13 Fév. — Décision n° 116 CRT DP portant concession de pension de retraite à Mme veuve Telare Toure Yabam née Kawada.....	214
13 Fév. — Décision n° 117 CRT DP portant concession de pension de retraite aux ayants-cause de feu Mandao Awonga.....	215
13 Fév. — Décision n° 118 CRT DP portant modification du taux de majoration pour enfants allouée à M. Dingninou Ayaovi Mawuena.....	215
13 Fév. — Décision n° 119 CRT DP portant modification du taux de majoration pour enfants allouée à M. Lawson Fiovigah.....	215
13 Fév. — Décision n° 120 CRT DP accordant majoration pour enfants allouée à M. Dagbe Yao Komlavi.....	215
14 Fév. — Décision n° 124 CRT DP portant concession de pension de retraite à M. Amah Fidalatang Sogoyou.....	216
14 Fév. — Décision n° 125 CRT DP portant concession de pension de retraite à M. Ajavon Ayayi Viviti Maliagba.....	216
14 Fév. — Décision n° 126 CRT DP portant concession de pension de retraite à M. Kpégo T. Mawu.....	217
14 Fév. — Décision n° 127 CRT DP portant concession de pension de retraite à Mme Fumey Afiwa Adjoko, épouse John-Ayi.....	217

14 Fév. — Décision n° 128 CRT DP portant concession de pension de retraite à M. Kantché Dabré.....	217
14 Fév. — Décision n° 129 CRT DP portant concession de pension de retraite à M. Tchatenangbo Samadjou A. ....	218
14 Fév. — Décision n° 130 CRT DP portant modification de taux de majoration pour enfants allouée à M. Mondoou B. Kékoutatali.....	218
14 Fév. — Décision n° 131 CRT DP portant concession de pension temporaire d'orphelins de feu Kounké Do-Aho H. B.....	218
14 Fév. — Décision n° 132 CRT DP portant concession de pension de retraite aux ayants-cause de feu Sallah Afanou Amouzou ....	218
14 Fév. — Décision n° 134 CRT DP portant concession de pension de retraite à M. Blao Simnasso.....	218
14 Fév. — Décision n° 135 CRT DP portant concession de pension de retraite à M. Johnson A. A. Kwassi.....	219
15 Fév. — Décision n° 136 CRT DP portant concession de pension de retraite à M. Bello Tessi.....	219
15 Fév. — Décision n° 209 CRT DP portant concession de pension de retraite à Mme Adotévi Tchocho.....	219

## **PARTIE NON OFFICIELLE**

### **Avis, Communications et Annonces**

### **Conservation de la propriété foncière**

Avis de bornage..... 220

## **PARTIE OFFICIELLE**

### **ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE**

### **LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS**

#### **DECRETS**

#### **PRESIDENCE**

#### **Nominations**

Décret n° 2/PR du 3 février 1995 — Mme Amadou Abdou Awa épouse Nana, magistrat de 1<sup>er</sup> grade de classe exceptionnelle est nommée Président de la Cour d'Appel.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret n° 3/PR du 15 février 1995 — M. Anani Missiaménou, magistrat de 1<sup>er</sup> grade 2<sup>e</sup> échelon est nommé vice-président de la Cour d'Appel de Lomé.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret n° 4/PR du 15 février 1995 — M. Beni -Locco Benivi Joachim, magistrat de 2<sup>e</sup> grade 3<sup>e</sup> échelon est nommé Procureur Général près la Cour d'Appel.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret n° 5/PR du 15 février 1995 — M. Tidjani Osséri, n° mle 027952-J, maître de conférence en service à la Faculté de Médecine (FDM) de l'Université du Bénin, inscrit sur la liste d'Aptitude aux fonctions de professeur titulaire par le Comité Consultatif Inter africain (CCI), session de 15 au 23 juillet 1994 tenue à Bangui (République de Centrafrique), est nommé professeur titulaire en Pneumo-physiologie pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1995.

Le Ministre de l'Education nationale et de la Recherche Scientifique et le Ministre de l'Emploi, du Travail, et de la Fonction Publique et des Affaires Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Décret n° 6/PR du 15 février 1995 — M. Amédégnato Dégnon Messoumagnion, n° mle 023185-K, maître de conférence en service à la Faculté de Médecine (FDM) de l'Université du Bénin, inscrit sur la liste d'Aptitude aux fonctions de professeur titulaire par le Comité Consultatif Inter africain (CCI), session de 15 au 23 juillet 1994 tenue à Bangui (République de Centrafrique), est nommé professeur titulaire en médecine interne thérapeutique pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1995.

Le Ministre de l'Education nationale et de la Recherche Scientifique et le Ministre de l'Emploi, du Travail, et de la Fonction Publique et des Affaires Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Décret n° 7/PR du 15 février 1995 — M. de Souza Comlan, n° mle 034994-U, maître de conférence en service à l'École Supérieure des Techniques Biologiques et Alimentaires (ESTBA) de l'Université du Bénin, inscrit sur la liste d'Aptitude aux fonctions de professeur titulaire par le Comité Consultatif Inter africain (CCI), session de 15 au 23 juillet 1994 tenue à Bangui (République de Centrafrique), est nommé professeur titulaire en Microbiologie pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1995.

Le Ministre de l'Education nationale et de la Recherche Scientifique et le Ministre de l'Emploi, du Travail, et de la Fonction Publique et des Affaires Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

## ARRETES ET DECISIONS

### MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

#### Nominations

Arrêté n° 26/MDN du 2 février 1995 — Le lieutenant Bakali Hémou Badibawu est nommé attaché commercial des Forces Armées Togolaises près de l'Ambassade du Togo à Paris en remplacement du capitaine Tamele Barcola.

Le présent arrêté qui prend effet pour compter de la date de sa signature abroge toutes les dispositions réglementaires antérieures.

#### Radiations de contrôle

Décision n° 27/MDN du 2 février 1995 — Le soldat de 1<sup>re</sup> classe Brikana Wayibena, n° mle 7344 de la Force d'Intervention Rapide, décédé le 14 janvier 1995 au Centre Hospitalier Universitaire de Lomé-Tokoin des suites d'une longue maladie, est rayé des contrôles des Forces Armées Togolaises et de la Force d'Intervention Rapide pour compter du 15 janvier 1995.

Décision n° 28/MDN du 2 février 1995 — Le soldat de 1<sup>re</sup> classe Kombaté Yempapou, n° mle 5471 du Régiment Commando de la Garde Présidentielle à Lomé, décédé le 11 janvier 1995 au Centre Hospitalier Régionale de Dapaong des suites d'une longue maladie, est rayé des contrôles des Forces Armées Togolaises et du Régiment Commando de la Garde Présidentielle pour compter du 12 janvier 1995.

Décision n° 29/MDN du 2 février 1995 — Le soldat de 2<sup>e</sup> classe Mado Kodjo, n° mle 8367 de la Force d'Intervention Rapide à Lomé, décédé le 15 janvier 1995 au Centre Hospitalier Universitaire de Lomé-Tokoin des suites d'un accident de circulation, est rayé des contrôles des Forces Armées Togolaises pour compter du 16 janvier 1995.

Décision n° 34/MDN du 6 février 1995 — Le caporal Kombaté Mondou, n° mle 7029 du centre national d'instruction à Kara, décédé le 16 janvier 1995 au Centre Hospitalier Régional de Dapaong des suites d'une maladie, est rayé des contrôles des Forces Armées Togolaises et du Centre National d'Instruction pour compter du 17 janvier 1995.

Décision n° 35/MDN du 6 février 1995 — Le sergent Egnavi Togbé Kokotabo, n° mle 1869 du 1<sup>er</sup> bataillon d'infanterie du 1<sup>er</sup> Régiment d'Infanterie à Lomé, décédé le 25 janvier 1995 au pavillon militaire de Lomé-Tokoin des suites d'une longue maladie, est rayé des contrôles des Forces Armées Togolaises pour compter du 26 janvier 1995.

Décision n° 36/MDN du 6 février 1995 — Le sergent Lamboni Djagbal, n° mle 5671 du 4<sup>e</sup> Régiment Inter-Armes à Nioukpourma, décédé le 27 janvier 1995 au Centre Hospitalier Régional de Dapaong des suites d'une longue maladie, est rayé des contrôles des Forces Armées Togolaises et du 4<sup>e</sup> Régiment Inter-Armes pour compter du 28 janvier 1995.

Décision n° 38/MDN du 6 février 1995 — Le soldat de 1<sup>re</sup> classe Gnangba Komlan Abalatéma, n° mle 5723 de la Force d'Intervention Rapide, décédé le 27 janvier 1995 au Centre Hospitalier Universitaire de Lomé des suites d'une maladie, est rayé des contrôles des Forces Armées Togolaises et de la Force d'Intervention Rapide pour compter du 28 janvier 1995.

Décision n° 40/MDN du 6 février 1995 — Le soldat de 1<sup>re</sup> classe Tchibozo Kokou n° mle 9583 du 2<sup>e</sup> Régiment d'Infanterie, décédé le 28 janvier 1995 à Kamboli des suites d'une longue maladie, est rayé des contrôles des Forces Armées Togolaises et du Régiment d'Infanterie pour compter du 29 janvier 1995.

Décision n° 44/MDN du 10 février 1995 — Le gendarme adjoint de 2<sup>e</sup> classe Amana Yao n° mle 1465 de la gendarmerie nationale, décédé le 24 novembre 1994 au Centre hospitalier universitaire de Lomé Tokoin des suites d'une longue maladie, est rayé des contrôles des Forces Armées Togolaises pour compter du 25 novembre 1994.

Décision n° 49/MDN du 13 février 1995 — Le soldat de 1<sup>re</sup> classe Tiem de Pana Sinandja n° mle 7069 du Régiment de Soutien et d'Appui, décédé le 31 janvier 1995 au centre hospitalier universitaire de Lomé des suites d'une courte maladie, est rayé des contrôles des Forces Armées Togolaises et du Régiment de Soutien et d'Appui pour compter du 1<sup>er</sup> février 1995.

### Exclusions

Décision n° 31/MDN du 2 février 1995 — Les militaires dont les noms suivent, en service au deuxième bureau de l'Etat-major général à Lomé, sont exclus pour trois (3) mois sans solde des Forces Armées Togolaises pour compter du 1<sup>er</sup> février 1995.

Il s'agit de :

- Caporal Esse Larou-Etoki n° mle 7671
- 1<sup>re</sup> classe Ouagbin Alassane n° mle 7704
- “ Bararmna Boukpepsi Béma n° mle 7887
- “ Bassabi Midjina n° mle 7890
- “ Batanta Wendilamaté n° mle 7893
- “ Aliko Mensah Tenkaté n° mle 8160
- “ Akue Kpakpo n° mle 11799

Décision n° 33/MDN du 6 février 1995 — Le soldat de 1<sup>re</sup> classe Aziati Komlan n° mle 5185 du Régiment de soutien et d'Appui, est exclu pour six (6) mois sans solde des Forces Armées Togolaises pour compter du 1<sup>er</sup> février 1995.

Décision n° 37/MDN du 6 février 1995 — Le sergent Faré Kossi, Labanté n° mle 5629 du Régiment Parachutiste Commando à Kara est sanctionné de trois (3) mois d'exclusion sans solde des Forces Armées Togolaises et du Régiment d'Infanterie pour compter du 1<sup>er</sup> février 1995.

Décision n° 39/MDN du 6 février 1995 — Le soldat de 2<sup>e</sup> classe Bokobosso Tchabalalo n° mle 12891 du Régiment de Soutien et d'Appui, est exclu pour six (6) mois sans solde des Forces Armées Togolaises pour compter du 1<sup>er</sup> février 1995.

Décision n° 46/MDN du 13 février 1995 — Le soldat de 2<sup>e</sup> classe Abesso Komlan n° mle 9698 du Régiment d'Infanterie est sanctionné de six mois (6) d'exclusion sans solde des Forces Armées Togolaises pour compter du 1<sup>er</sup> février 1995.

#### Rectification de nom et prénom

Décision n° 32/MDN du 2 février 1995 — Le nom et prénom des militaires ci-dessous énumérés en service dans les Forces Armées Togolaises sont rectifiés comme suit :

Au lieu de :			Lire :		
Mama Ouro Glao	ADJT	0722	1 <sup>er</sup> R. I.	Mama Ouro Gblao	
Kaou Tawélessi	S/C	0959	R. S. A.	Kao Tawélessi	
Akoto Atsou Jean	MDL	0710	G. N.	Akoto Atsou	
Eviglo Afantsè	MDL	0823	G. N.	Eviglo Morou	
Agbétiafa Kodjo	C/C	134/M	MUS.	Anthony Kodjo Etonam	
Mélénia Yao	C/C	2735	1 <sup>er</sup> R. I.	Mélénia Yawo	

Décision n° 47/MDN du 13 février 1995 — Le nom et prénom des militaires ci-dessous énumérés en service dans les Forces Armées Togolaises sont rectifiés comme suit :

Au lieu de :			Lire :		
Awusaha Kidjandan	S/C	2448	RCGP	Awizoba Kidjandan	
Agbekponou K. Sikè	CAL	2300	1 <sup>er</sup> RI	Agbekponou K. Sékié	
Nassam Abou Fousséni	1 <sup>er</sup> Cl.	2617	3 <sup>e</sup> R I	Nassam Abou	
Damoletora Dadjonga	1 <sup>er</sup> Cl.	10504	4 <sup>e</sup> RIA	Bissari Dadjonga	

#### Engagement

Décision n° 43/MDN du 10 février 1995 — L'élève Tchakebera Harana est engagé dans l'Armée Nationale Togolaise pour compter du 1<sup>er</sup> février 1995 et affecté au Groupement Aérien Togolais comme soldat de 2<sup>e</sup> classe PDL. mle : 94-03-14. 621.

#### Réformes par mesure disciplinaire

Décision n° 30/MDN du 2 février 1995 — Est réformé par mesure disciplinaire pour compter du 15 janvier 1995, le soldat de 1<sup>re</sup> classe Adjokou Komi, mle 9195 du Sous-Groupement Blindé à Lomé.

L'intéressé bénéficie de la gratuité de transport pour rejoindre ses foyers avec sa famille. Il sera rayé des contrôles des Forces Armées Togolaises et du Sous-Groupement Blindé pour compter du 15 janvier 1995.

Décision n° 45/MDN du 13 février 1995 — Est réformé par mesure disciplinaire pour compter du 1<sup>er</sup> février 1995, le soldat de 1<sup>re</sup> classe Adjibola Soumaila, mle 10783 du Régiment d'Infanterie à Lomé.

L'intéressé bénéficie de la gratuité de transport ainsi que sa famille pour rejoindre ses foyers. Il sera rayé des contrôles des Forces Armées Togolaises et du 1<sup>er</sup> Régiment d'Infanterie pour compter du 1<sup>er</sup> février 1995.

#### Imputabilité au service de décès de militaires

Décision n° 48/MDN du 13 février 1995 — Le décès du maréchal des logis-chef Malou Kpatcha n° mle 772/G de la Gendarmerie Nationale, survenu le 21 avril 1994 au centre hospitalier régional de Sokodé des suites d'une longue maladie, est imputable au service.

Décision n° 51/MDN du 13 février 1995 — Le décès du caporal Soglonde Ablam n° mle 2846 du Sous-Groupement Blindé, survenu le 26 décembre 1994 au centre hospitalier universitaire de Lomé des suites d'une longue maladie, est imputable au service.

Décision n° 52/MDN du 14 février 1995 — Le décès du sergent Djibrila Barika n° mle 1603 du Sous-Groupement Blindé, survenu le 16 décembre 1994 au centre hospitalier universitaire de Lomé des suites d'une courte maladie, est imputable au service.

#### MINISTRE DE L'INTERIEUR ET DE LA DECENTRALISATION

Arrête n° 020/MID du 13 février 1995 — portant création et composition d'une commission de censure des films cinématographiques

#### LE MINISTRE DE L'INTERIEUR ET DE LA DECENTRALISATION

Vu la Constitution du 14 octobre 1992,

Vu le décret du 23 mai 1935 relatif à l'organisation au Togo d'un contrôle sur les films cinématographiques, les disques phonographiques, les prises de vue cinématographiques et les enregistrements sonores, modifié par le décret n° 59-87 du 21 mai 1959,

Vu le décret n° 94-076/PR du 19 octobre 1994 portant attributions et organisation du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation,

Vu l'arrêté n° 217/PR/INT du 30 novembre 1964 réorganisant la commission du contrôle des films.

Vu l'arrêté n° 102/INT-APA du 21 septembre 1971 réorganisant la commission nationale de contrôle des films cinématographiques,

**ARRETE :**

Article premier — Il est créé une commission chargée de la censure des films cinématographiques,

Art. 2 — Cette commission est ainsi composée :

- trois représentants du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation,
- trois représentants du Secrétariat d'Etat chargé de la Sécurité,
- un représentant de la Présidence de la République,
- un représentant du Ministère de la Défense Nationale,
- un représentant du Ministère de la Communication et de la Culture,
- un représentant du Ministère de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique,
- un représentant du Ministère de l'Emploi, du Travail, de la Fonction Publique et des Affaires Sociales,
- un représentant de la Police Nationale,
- un représentant du Parquet,
- un représentant de la Mairie de Lomé,
- un représentant de l'Eglise Catholique,

- un représentant de l'Eglise Evangélique,
- un représentant de l'Union Musulmane du Togo,

La liste nominative des membres de cette commission figure en annexe.

Art. 3 — La présidence de cette commission est assurée par le Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation.

Art. 4 — La commission émet son avis dans les conditions fixées aux articles 3, 4 et 5 des décrets du 13 mai 1935 et 21 mai 1959.

Art. 5 — Le présent arrêté sera publié au *Journal Officiel* de la République Togolaise.

Lomé, le 13 février 1995,

Le Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation  
**Kodjo SAGBO**

**LISTE NOMINATIVE DES MEMBRES DE LA COMMISSION  
CHARGEE DE LA CENSURE DES FILMS CINEMATOGRAPHIQUES**

- 1 — Présidence de la République :
- 2 — Ministère de la Défense Nationale :
- 3 — Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation :

- 4 — Ministère d'Etat, Chargé de la Sécurité :

- 5 — Ministère de la Communication et de la Culture :
- 6 — Ministère de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique :
- 7 — Ministère de l'Emploi, du Travail, de la Fonction Publique et des Affaires sociales :
- 8 — Police Nationale :
- 9 — Procureur de la République :
- 10 — Mairie de Lomé :
- 11 — Eglise Catholique :
- 12 — Eglise Evangélique :
- 13 — Union Musulmane du Togo :

M. Botcho Aklesso  
Colonel Douti Mama  
M. Egle Mensah  
M. Amoudji Kokou  
M. Akutéy Kpakpo Mawuko  
M. Tchagbeley Easo T.  
M. Néglé Kossi L.  
Cne Sizing Bigazamédéké  
M. d'Almeida Ayicoe-ghan  
M. Djassoa Gnansa  
Mme Aho Suzanne  
M. Makiliwoe Katanga  
M. D. Djangbadja  
M. Kouakou Ablam  
Rév. Sœur Johnson G.  
M. Kodzo Kpégba  
M. Mémokoh Miziman

Remise à disposition

Arrêté n° 16/MID du 2 février 1995 — Sont et demeurent rapportés les arrêtés n° 93/001/SEMATs-CE du 22 septembre 1993 et n° 93/004-SE-MATs-CE du 21 octobre 1993 portant nominations respectivement de M. Moussa Alassani, n° mle 023360-S, assistant d'hygiène de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon, attaché de cabinet et de M. Djami Koffi Amavi n° mle 030500-W, instituteur de 1<sup>er</sup>

classe, 2<sup>e</sup> échelon, chargé de mission, tous au secrétariat d'Etat chargé des consultations électorales.

Les intéressés sont remis à la disposition du Ministre de l'Emploi, du Travail, de la Fonction Publique et des Affaires Sociales pour être affectés dans leur ministère d'origine.

Le présent arrêté prend effet pour compter du 9 janvier 1995.



## Nominations

Arrêté n° 19/MID du 13 février 1995 — Sont nommés :

**Secrétaire du conseil de la préfecture de la Kozah**

M. Tchangai T. Komlan n° mle 036899-V, secrétaire d'administration de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon, mis à la disposition du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation par arrêté n° 0005/METFPAS du 9 janvier 1995.

**Secrétaire général de la commune de Sokodé**

M. Gado Tcha n° mle 037502-Y, secrétaire d'administration de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon, mis à la disposition du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation par arrêté n° 1178/METFPAS du 16 novembre 1994.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

**Rappels à l'activité**

Arrêté n° 21/MID-SES du 14 février 1995 — Mlle Azo Améyovi Mawuto, n° mle 025108-R, gardien de la paix du cadre féminin qui a fait l'objet d'une absence irrégulière par arrêté n° 135/MID du 16 août 1994, est rappelée à l'activité.

Le directeur général de la Police nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet pour compter de la date de la prise de service de l'intéressée.

Arrêté n° 22/MID du 15 février 1995 — Les fonctionnaires de Police ci-après désignés exclus temporairement de leur service par arrêté n° 156/MIS du 7 septembre 1994, sont rappelés à l'activité.

Il s'agit de :

- Lawsmass Amaziouna, n° mle 033563-V, brigadier de Police de 3<sup>e</sup> échelon.
- Djimedo Siletéy, n° mle 035351-Z, gardien de la paix.

Le directeur général de la Police nationale est chargé de l'exécution du présent acte qui prend effet pour compter de la date de la reprise de service des intéressés.

**MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES****Création d'une caisse d'avance**

Arrêté n° 110/MEF/DF/DCO/CA du 3 février 1995 — Il est créé au sein du Bureau Togolais du Droit d'Auteur (BUTODRA), une caisse d'avance pour les menues dépenses dudit bureau.

Le montant de l'avance susceptible d'être consentie au régisseur de ladite caisse est fixé à QUATRE CENT MILLE (400 000) Francs, renouvelable dans les formes réglementaires.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

**Complément de crédit**

Décision n° 116/MEF/DF du 3 février 1995 — Il est mis à la disposition du directeur général du Trésor et de la comptabilité publique un crédit d'UN MILLION QUATRE CENT SOIXANTE MILLE Francs (1 460 000) CFA pour lui permettre de faire effectuer des contrôles dans une vingtaine de recettes-perceptions.

La dépense est imputable au budget général, section 09, chap. 11 art. 00 00, paragraphe 13 de la gestion 1994.

**MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES  
ET DE LA COOPERATION****Rappel**

Arrêté n° 2/MAEC/SG/DAP/DVGP du 6 février 1995 — M. TAMELE Barcola, n° mle 702884-W, deuxième conseiller à l'Ambassade du Togo à Paris, est rappelé au Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

**MINISTERE DE L'EQUIPEMENT**

Arrêté n° 002/ME/DGUH du 15 février 1995 — portant approbation du plan de lotissement de POWAI.

Le Ministre de l'Equipelement

Vu la Constitution Togolaise du 14 octobre 1992 ;

Vu le décret n° 77-194 du 12 octobre 1977 portant création de la direction générale de l'Urbanisme et de l'Habitat ;

Vu le décret n° 81-120 du 16 juin 1981 portant approbation du Schéma directeur d'Aménagement Urbain, autorisant et déclarant d'utilité publique l'aménagement de la ville de Lama-Kara ;

Vu le décret n° 67-228 du 24 octobre 1967 relatif à l'Urbanisme et permis de construire dans les agglomérations ;

Vu le décret n° 79-273 du 9 novembre 1979 portant délimitation des périmètres urbains des chefs-lieux de circonscriptions administratives et réglementation en matière d'urbanisme ;

Vu la loi n° 88-04 du 2 mai 1988 portant organisation de la profession des géomètres ;

Sur le rapport du directeur général de l'Urbanisme et de l'Habitat ;



**ARRETE :**

Article premier : Est approuvé, tel qu'il est annexé au présent arrêté, le plan de lotissement de POWAI.

Art. 2 — La zone objet dudit lotissement se situe à Kara Sud et est délimitée comme suit :

- au nord par la rivière Kara ;
- à l'est par l'ancienne route nationale ;
- au sud par la route Kara-Kabou ;
- à l'ouest par le domaine de Don-Bosco

Art. 3 — Les bandes de servitude en bordure de la rivière Kara et ses affluents sont déclarées, suivant le décret n° 81-120 du 16 juin 1981 approuvant le schéma directeur d'aménagement urbain de Lama-Kara, espaces protégés et non constructibles.

Art. 4 — Conformément à l'article 40 du décret 67-228 sus-visé, 50 % des terres couvertes par les plans d'urbanisme sont exigibles des collectivités en vue de la création des rues, des réserves d'équipement et des réserves administratives spéciales.

Art. 5 — Les réserves administratives spéciales sont susceptibles d'être affectées, suivant la règle de compensation proportionnelle, à titre de propriété, aux collectivités ou aux individus dont les terres sont incluses à plus de 50 % dans les réserves d'équipement.

Art. 6 — Les collectivités qui désirent lotir leurs terres devront au préalable adresser au ministre de l'Equipeement, une demande d'autorisation de lotir comportant le plan de situation du terrain à l'échelle 1/10 000, le plan levé du terrain à l'échelle 1/2 000, le titre de propriété ou une pièce en tenant lieu, la liste des familles membres de la collectivité au cas où le terrain serait une propriété collective.

Art. 7 — Les îlots d'habitation sont composés de parcelles de forme régulière définies suivant les normes ci-après :

Parcelles A :  $15 \times 20 = 300 \text{ m}^2$     Parcelles D :  $20 \times 30 = 600 \text{ m}^2$   
 Parcelles B :  $20 \times 20 = 400 \text{ m}^2$     Parcelles E :  $20 \times 40 = 800 \text{ m}^2$   
 Parcelles C :  $20 \times 25 = 500 \text{ m}^2$     Parcelles F :  $20 \times 50 = 1.000 \text{ m}^2$

Les parcelles ainsi définies ne peuvent être divisées que dans le cas où les parties du tout couvrent une superficie minimum de 250 m<sup>2</sup> et ont une largeur d'au moins 10 m sur la voie d'accès.

Art. 8 — Les parcelles situées en bordure des rues de 20 m ou plus sont indivisibles. Elles peuvent être destinées à une activité de commerce ou de service ; dans ce cas, les aménagements de façade, les panneaux publicitaires, etc... ne doivent en aucun cas entraver la circulation piétonne sur les trottoirs.

Dans le cas où une entrée de garage de véhicule est prévue sur la clôture de façade d'une parcelle, elle devra respecter un recul d'au moins 1,5 m par rapport à l'alignement de la rue.

Art. 9 — Toute vente de terrain sous forme de lot devra se faire dans le respect des normes de dimensions et de surfaces contenues dans l'article 7 du présent arrêté.

A cet effet, les collectivités et les propriétaires terriens sont tenus d'obtenir un visa de leurs plans parcellaires contre une quittance calculée sur la base de 15 F/m<sup>2</sup>. Le paiement se fera au compte n° 492-201 du trésor public.

Art. 10 — En exécution de la loi n° 88/04 du 2 mai 1988, seuls les géomètres et les dessinateurs topographes agréés sont autorisés à effectuer personnellement ou sous leur supervision et contrôle les travaux topographiques et les implantations de lotissement rendus nécessaires par les plans d'urbanisme de détail.

Art. 11 — Le directeur général de l'Urbanisme et de la l'Habitat, le directeur de la Cartographie nationale et du Cadastre, le directeur général des Impôts, le Préfet de la Kozah et le Maire de Kara sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Lomé, le 15 février 1995

Le Ministre de l'Equipeement

**Tchamdja ANDJO**

Arrêté n° 003/ME/DGUH du 15 février 1995 — portant approbation des plans de lotissement des secteurs de Tomdè-nord Lama-fehin et Lassa-Elimde.

LE MINISTRE DE L'EQUIPEMENT

Vu la Constitution Togolaise du 14 octobre 1992 ;

Vu le décret n° 77-194 du 12 octobre 1977 portant création de la Direction Générale de l'Urbanisme et de l'Habitat ;

Vu le décret n° 81-120 du 16 juin 1981 portant approbation du schéma Directeur d'Aménagement Urbain, autorisant et déclarant d'utilité publique l'aménagement de la ville de Lama-Kara ;

Vu le décret n° 67-228 du 24 octobre 1967 relatif à l'Urbanisme et au Permis de Construire dans les Agglomérations ;

Vu le décret n° 79-273 du 9 novembre 1979 portant délimitation des périmètres urbains des chefs-lieux de circonscriptions administratives et réglementation en matière d'urbanisme ;

Vu la loi n° 88-04 du 2 mai 1988 portant organisation de la profession des géomètres ;

Sur le rapport du directeur général de l'Urbanisme et de l'Habitat ;

**ARRETE :**

Article premier — Sont approuvés tels qu'ils sont annexés au présent arrêté, les plans de lotissement des secteurs de Tomdè-nord, Lama-Fehin et Lassa-Elimdè dénommés respectivement site I, site II et site III.

Art. 2 les secteurs objet dudit lotissement sont délimités comme suit :

Site I : au nord et à l'est par la voie de contournement de 28 m ; au Sud par les voies de 24 m, 28 m et 20 m ; au sud-est par la route Kara-Kétao et à l'ouest par la rue de 20 m.

Site II - Au sud et au sud-est par la voie de 20 m ; au nord-est par un parc du quartier ; au nord par la voie de 20 m et à l'ouest par la voie de 28 m.

Site III : au sud et à l'est par la voie de contournement de 20 m ; au nord par la route Kara-Kétao et l'ouest par la voie en escalier de 14 m.

Art. 3 — Les bandes de servitude en bordure des cours d'eau permanents ou saisonniers ainsi que les zones marécageuses sont déclarées, suivant le décret n° 81-120 du 16 juin 1981 approuvant le schéma Directeur d'Aménagement Urbain de Lama-Kara, espaces protégés et non constructibles.

Art. 4 — Conformément à l'article 40 du décret 67-228 sus-visé, 50 % des terres couvertes par les plans d'urbanisme sont exigibles des collectivités en vue de la création des rues, des réserves d'équipement et des réserves administratives spéciales.

Art. 5 — Les réserves administratives spéciales sont susceptibles d'être affectées, suivant la règle de compensation proportionnelle, à titre de propriété, aux collectivités ou aux individus dont les terres sont incluses à plus de 50 % dans les réserves d'équipement.

Art. 6 — Les collectivités qui désirent lotir leurs terres devront au préalable adresser au ministre de l'Équipement, une demande d'autorisation de lotir comportant le plan de situation du terrain à l'échelle 1/10 000, le plan levé du terrain à l'échelle 1/2 000, le titre de propriété ou une pièce en tenant lieu, la liste des familles membres de la collectivité au cas où le terrain serait une propriété collective.

Art. 7 — Les îlots d'habitation sont composés de parcelles de forme régulière définies suivant les normes ci-après :

Parcelle A : 20 m x 40 m = 800 m<sup>2</sup>  
 Parcelle B : 20 m x 30 m = 600 m<sup>2</sup>  
 Parcelle C : 16 m x 25 m = 400 m<sup>2</sup>  
 Parcelle D : 15 m x 20 m = 300 m<sup>2</sup>

Les parcelles ainsi définies ne peuvent être divisées que dans le cas où les parties du tout couvrent une superficie minimum de 250 m<sup>2</sup> et ont une largeur d'au moins 10 m sur la voie d'accès.

Art. 8 — Les parcelles situées en bordure des rues de 20 m ou plus sont indivisibles. Elles peuvent être destinées à une activité de commerce ou de service ; dans ce cas, les aménagements de façade, les panneaux publicitaires, etc... ne doivent en aucun cas entraver la circulation piétonne sur les trottoirs.

Dans le cas où une entrée de garage de véhicule est prévue sur la clôture de façade d'une parcelle, elle devra respecter un recul d'au moins 1,5 m par rapport à l'alignement de la rue.

Art. 9 — Toute vente de terrain sous forme de lot devra se faire dans le respect des normes de dimensions et de surfaces contenues dans l'article 7 du présent arrêté.

A cet effet, les collectivités et les propriétaires terriens sont tenus d'obtenir un visa de leurs plans parcellaires contre une quittance calculée sur la base de 15 F/m<sup>2</sup>. Le paiement se fera au compte n° 492-201 du trésor public.

Art. 10 — En application de la loi n° 88/04 du 2 mai 1988, seuls les géomètres et les dessinateurs topographes agréés sont autorisés à effectuer personnellement ou sous leur supervision et contrôle les travaux topographiques et l'exécution de lotissements rendus nécessaires par les plans d'urbanisme de détail.

Art. 11 — Le directeur général de l'Urbanisme et de la l'Habitat, le directeur de la Cartographie nationale et du Cadastre, le directeur général des Impôts, le Préfet de la Kozah et le Maire de la ville de Kara sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel de la République togolaises.

Lomé, le 15 février 1995

Le Ministre de l'Équipement

**Tchamdja ANDJO**

MINISTRE DU DEVELOPPEMENT RURAL,  
DE L'ENVIRONNEMENT ET DU TOURISME

**Nominations**

Arrêté n° 5/MDRET/MDR du 1<sup>er</sup> février 1995 — En attendant le décret de nomination, M. Kougbénia Lébéné, ingénieur des travaux agricoles de 1<sup>re</sup> classe, 2<sup>e</sup> échelon n° mle 030916-N, précédemment chef de la division de la prévision annuelle est nommé directeur par intérim des enquêtes et statistiques, agricoles (DESA) en remplacement de M. Amavi Ayikoé, admis à la retraite.

L'intéressé conserve son imputation budgétaire.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 6/MDRET/MDR du 1<sup>er</sup> février 1995 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 32/MDRET/MDR/CAB du 19 septembre 1994 en ce qui concerne l'article 1<sup>er</sup> point III relatif à la direction des enquêtes et statistiques agricoles (DESA) alinéas 1 et 3 concernant respectivement Messieurs Ahlonko Agbossou et Lébéné Kougbenya.

Sont nommés chefs de division au sein de la Direction des Enquêtes et Statistiques Agricoles (DESA), les personnes dont les noms suivent :

— M. Ahlonko Agbossou, n° mle 026 460-E, ingénieur des travaux agricoles de 1<sup>re</sup> classe, 3<sup>e</sup> échelon, catégorie A2, précédem-

ment chef de la division de la statistique agricole est nommé chef de la division de la prévision annuelle en remplacement de M. Lébéné Kougbenya appelé à d'autres fonctions.

— M. Kwame Mimi Médziko, Ingénieur des travaux statistiques de 1<sup>re</sup> classe, 3<sup>e</sup> échelon n° mle 016 357-P est nommé chef de la division de la statistique agricole en remplacement de M. Ahlonko Agbossou.

Les intéressés conservent leur imputation budgétaire.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de sa signature.

## MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

### Admission définitive

Arrêté n° 47/MEN-RS du 1<sup>er</sup> février 1995 — Sont déclarés définitivement admis à l'Examen de sortie des stagiaires de la Formation Accélérée, sessions de 1987, 1988, 1989, 1990, 1991, les instituteurs adjoints stagiaires dont les noms suivent :

ADAKAI Badawassou	028997-x	CEG de Bombouaka	Mathématiques
ADJAVONTSE Kudjo Essussui	018276-E	CEG de Tsévié -ville	Sc. Physiques
AGO Koffi Messan	028910-Y	CEG Doumé	" "
ALI-ADDOH Tafamba	026902-Q	CEG Davié	" "
ATAYI Amakoé	029582-Y	CEG Tchawanda	Sc. Naturelles
BITALA Batéwa	015399-H	CEG Agbandi	Histo-Géo.
EKOUIAME Yao Laté	029846-Y	CEG Agotimé-Adamé	Sc. Physiques
KOUAK Tadandjoi	018530-U	CEG Kougnohou	" "
KOUGBENA Kouassivi	021730-L	CEG Pya Kagnaladè	Mathématiques
OUYATA Bakouari Boukpala	029948-W	CEG Adjengré	" "
PALOUKI Aféïmaï	031292-W	CEG Tokoin-Nord	Histo-Géo.
PALANGA Eyouléki Kaklaouto	031328-S	CEG de Bè-Klikamé	Mathématiques
PIMIZI Yao Biniwè	019174-Q	CEG Pya-Akéi	Sc. Naturelles

Le présent arrêté prend effet pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1992.

### Nominations

Arrêté n° 48/MENRS du 1<sup>er</sup> février 1995 — M. Ségbor Kwami Biava Agbenyega, professeur de CEG (H-G) n° mle 011606-Y en service au CEG Zomayi I - Kpalimé (Préf. de Kloti) est nommé surveillant général à l'Ecole Normale des Institutrices des Jardins d'Enfants (ENIJE) de Kpalimé.

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 49/MENRS du 1<sup>er</sup> février 1995 — M. Johnson Apam Kwassi, n° mle 009212-W, professeur d'enseignement général de classe exceptionnelle, est nommé conseiller technique au cabinet du Ministre de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique ;

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de sa signature.

**Rectificatif**

**RECTIFICATIF** du 1<sup>er</sup> février 1995 à l'arrêté n° 037/MEN-RS, du 15 juin 1993, portant admission définitive du personnel de l'enseignement public du premier degré aux examens et concours professionnels, ajourné au x<sup>e</sup> épreuves pratiques et orales de 1989-1990, session des 4 et 5 octobre 1989.

Sont déclarés définitivement admis aux examens et concours professionnels, session des 4 et 5 octobre 1989, les candidates et candidats, ajournés aux épreuves pratiques et orales de 1989-1990, dont les noms suivent :

**Certificat d'Aptitude Pédagogique (CAP)****B - Série : concours**

**Au lieu de :** Nassendja Yendoumban Yendar : EPP.  
Pogno : Tône-Est.

**Lire :** Nassendja Yendoumban Yendar : 026250-C : EPP.  
Pogno : Tône-Est.

Le présent arrêté prendra effet pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1991.

**MINISTRE DU COMMERCE  
DES PRIX ET DES TRANSPORTS**

**Autorisation**

**ARRETE N° 03/MCPT/DAC** du 6 février 1995 autorisant la Mission ABWE Baptiste à baser et à utiliser au Togo un avion d'immatriculation étrangère.

LE MINISTRE DU COMMERCE, DES PRIX ET DES TRANSPORTS

Sur le rapport du directeur de l'Aviation Civile ;

Vu la Constitution de la République Togolaise ;

Vu le code de l'Aviation Civile ;

Vu le décret n° 80-184/PR/MCT du 26 juin 1980 portant définition des attributions et organisation du Ministère du Commerce et des Transports ;

Vu le décret n° 73-12 du 17 janvier 1973 portant création de la direction de l'Aviation Civile ;

**ARRETE :**

**Article premier :** La Mission ABWE est autorisée à utiliser pour ses propres besoins, à l'exclusion de toute activité commerciale, l'avion de caractéristiques suivantes :

- Type : CESSNA  
- Modèle : C206  
- N° série : 206-0180  
- Catégorie : Normale  
- Immatriculation : N5180U

Art. 2 : Le port d'attache de l'avion est l'aérodrome de Sarakawa où la Mission ABWE est autorisée à aménager un hangar à côté de celui de OMS-ONCHOCERCOSE.

Art. 3 : La durée de l'autorisation est d'un an renouvelable par tacite reconduction.

Le renouvellement est subordonné à la production d'un rapport annuel d'exploitation de cet avion et ceci conformément à la réglementation en vigueur

Art. 4 : Le directeur de l'Aviation Civile est chargé de l'application du présent arrêté qui prend effet à compter de la date de sa signature et sera enregistré, publié dans le *Journal Officiel* de la République Togolaise.

Lomé le 6 Février 1995  
**Michèle Dédévi EKUE**

**Interdiction d'exportation**

Arrêté interministériel n° 4/MCPT/MEF/MDRET du 8 février 1995 portant interdiction provisoire de l'exportation des céréales.

A compter de la date de signature du présent arrêté l'exportation des céréales est provisoirement interdite.

L'inobservation des dispositions du présent arrêté est passible des peines prévues par l'ordonnance n° 17 du 22 avril 1967.

Le directeur général des douanes et le directeur du commerce extérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

**MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE  
LA FORMATION PROFESSIONNELLE**

**ARRETE N° 95/001/METFP** du 7 février 1995 portant création du Centre Régional d'Enseignement Technique de Formation Professionnelle (CRETFP) d'Atakpamé

LE MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET  
DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Vu la constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu l'ordonnance n° 16 du 6 mai 1975 portant réforme de l'enseignement ;

Vu le décret n° 67/22 du 26 janvier 1967 définissant les compétences ministérielles en matière de recrutement, d'administration et de gestion des diverses catégories de personnels ;

Vu le décret n° 94/063/PR du 21 septembre 1994 portant réorganisation du ministère de l'enseignement technique et de la formation professionnelle ;

Vu l'arrêté n° 94/023/METFP du 7 octobre 1994 portant institution et organisation des Centres Régionaux d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle (CRETFP) ;

Vu le décret n° 94/035/PR du 25 mai 1994 portant composition du gouvernement de la République Togolaise ;

Le Conseil Supérieur de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle entendu ;

### ARRETE :

Article premier : Il est créé à Atakpamé, chef-lieu de la préfecture de l'Ogou (Région des Plateaux), un Centre Régional d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle (CRETFP).

Art. 2 : Le centre fonctionnera conformément aux dispositions de l'arrêté n° 94/023/METFP du 7 octobre 1994 portant institution et organisation des Centres Régionaux d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle.

Art. 3 : Le directeur de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle est chargé de l'application du présent arrêté.

Lomé, le 7 février 1995

**Bamouni Stanislas BABA**

### MINISTERE DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DES AFFAIRES SOCIALES

#### Nominations

Arrêté n° 142/METFP-AS du 7 février 1995 — Sont rapportés en ce qui concerne M. Locoh Komlan Lonlon, n° mle 036603-D, les arrêtés n°s 021/MTFP du 10 janvier 1991, 250/MTEFP du 11 mars 1992 et 687/METFP du 16 novembre 1993, portant respectivement nomination, titularisation et avancement automatique d'échelons.

M. Locoh Komlan Lonlon, n° mle 036603-D, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du troisième degré et de "Master of science" admis en équivalence du diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS) en sciences économiques (option : économie du commerce), est nommé dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'administrateur civil 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (cat. A1 - indice 1300) à compter du 9 octobre 1990 et mis à la disposition du Ministre du Commerce, des Prix et des Transports (section 33, chapitre 11 du budget général).

M. Locoh Komlan Lonlon, n° mle 036603-D, administrateur civil 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (cat. A1 - indice 1300) qui a accompli avec succès l'année réglementaire de stage probatoire est titularisé dans son grade à compter du 9 octobre 1991 et conserve une ancienneté d'un (1) an.

La situation administrative de M. Locoh est révisée comme suit :

- 09-10-92 — administrateur civil 2<sup>e</sup> échelon (AC : néant)
- 09-10-94 — administrateur civil 3<sup>e</sup> échelon (indice 1600)

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 4 octobre 1994.

Arrêté n° 148/METFP-AS du 7 février 1995 — Mlle Tidjouguena Koumhara Akoua, n° mle 036566-Y, agent permanent hors catégorie, titulaire du diplôme d'études françaises, langue étrangère, admis en équivalence du baccalauréat série A4 plus (+) une année d'études supérieures et qui a réuni trois (3) années d'ancienneté dans l'administration, est nommée dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité de secrétaire d'administration de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (cat. B - indice 750) à compter du 3 janvier 1984 et conserve son affectation actuelle (chapitre 61, article 610 du budget autonome de l'ENA).

Mlle Tidjouguena Koumhara Akoua est élevée aux échelons supérieurs de son grade à compter des dates suivantes :

- 03-01-86 — secrétaire d'administration de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon
- 03-01-88 — secrétaire d'administration de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon
- 03-01-90 — secrétaire d'administration de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon
- 03-01-92 — secrétaire d'administration de 1<sup>re</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon
- 03-01-94 — secrétaire d'administration de 1<sup>re</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon (indice 1250)

Le présent arrêté prendra effet au point de vue de la solde à compter de la date de sa signature.

#### Intégrations

Arrêté n° 134/METFP-AS du 3 février 1995 — Est rapporté en ce qui concerne M. Djadja-Avonyo Kodjovi, n° mle 006147-D, l'arrêté n° 747/MTFP du 1<sup>er</sup> juin 1981, portant intégration.

M. Djadja-Avonyo Kodjovi, n° mle 006147-D, infirmier d'Etat de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon (cat. C - indice 850) du cadre du personnel médical et technique de la santé publique, titulaire du diplôme d'aide anesthésiste réanimateur à l'issue d'un stage

de formation professionnelle d'une durée de deux (2) ans à la faculté de médecine d'Abidjan (République de la Côte d'Ivoire), est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité de technicien supérieur de santé de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (cat. A2 - indice 1100) à compter du 30 juin 1980, date de son retour de stage et conserve son affectation actuelle (section 49, chapitre 01 du budget général).

M. Djadja-Avonyo Kodjovi, n° mle 006147-D, technicien supérieur de santé de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (cat. A2 - indice 1100) qui a accompli avec succès l'année réglementaire de stage probatoire, est titularisé dans son grade à compter du 30 juin 1981 et conserve une ancienneté d'un (1) an.

La situation administrative de M. Djadja-Avonyo Kodjovi, n° mle 006147-D, est régularisée comme suit :

- 30-06-82 — technicien supérieur de santé de 2<sup>e</sup> cl. 2<sup>e</sup> éch. (AC : néant)
- 30-06-84 — technicien supérieur de santé de 2<sup>e</sup> cl. 3<sup>e</sup> éch.
- 30-06-86 — technicien supérieur de santé de 2<sup>e</sup> cl. 4<sup>e</sup> éch.
- 30-06-88 — technicien supérieur de santé de 1<sup>re</sup> cl. 1<sup>er</sup> éch.
- 30-06-90 — technicien supérieur de santé de 1<sup>re</sup> cl. 2<sup>e</sup> éch.
- 30-06-92 — technicien supérieur de santé de 1<sup>re</sup> cl. 3<sup>e</sup> éch. (indice 1700)

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 30 août 1994.

Arrêté n° 135/METFP-AS du 3 février 1995 — M. Assalih Kossi Adjaradéma, n° mle 032462-Y, adjoint technique des travaux publics principal 1<sup>er</sup> échelon (cat B - ind. 1150) du cadre des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles, titulaire du diplôme de l'école nationale d'administration (ENA) cycle II - option : finances et trésor, promotion : 1990-1993, est intégré dans le cadre des fonctionnaires du trésor en qualité d'inspecteur du trésor de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (cat A2 - ind. 1100) à compter du 23 février 1994, date de sa reprise de service et conserve son affectation actuelle (section 41 chapitre 24 du budget général).

Pendant la durée de son stage, M. Assalih est soumis aux dispositions de l'article 24 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

M. Assalih continuera à percevoir le traitement correspondant à l'indice 1150 qu'il a atteint dans son ancien corps.

Arrêté n° 136/METFP-AS du 3 février 1995 — M. Ehe Dega, n° mle 018684-E, instituteur du 1<sup>re</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon (cat B - ind. 1250) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire du diplôme de l'école nationale d'administration (ENA) cycle II -

option : finances et trésor, promotion : 1990-1993, est intégré dans le cadre des fonctionnaires du trésor en qualité d'inspecteur du trésor de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (cat A2 - ind. 1100) à compter du 23 février 1994, date de sa reprise de service et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 21 du budget général).

Pendant la durée de son stage, M. Ehe Dega est soumis aux dispositions de l'article 24 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

L'intéressé continuera à percevoir le traitement correspondant à l'indice 1250 qu'il a atteint dans son corps de provenance.

Arrêté n° 137/METFP-AS du 3 février 1995 — Est rapporté en ce qui concerne M. Laté Kofi Noamesi, n° mle 006903-H, l'arrêté n° 115/MTFP du 21 janvier 1980, portant intégration.

M. Laté Kofi Noamesi Setowu, n° mle 006903-H, adjoint administratif de 1<sup>re</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon (cat. C - indice 800) du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, titulaire du diplôme de cadre technique du développement de l'Institut panafricain pour le développement de Douala (Cameroun) admis en équivalence du brevet de technicien supérieur (BTS) est intégré dans la catégorie A2 en qualité de technicien supérieur de développement de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catégorie A2-indice 1100) à compter du 5 juillet 1979, date de son retour de stage et conserve son affectation actuelle (section 25, chapitre 22 du budget général).

M. Laté Kofi Noamesi Setowu, n° mle 006903-H, technicien supérieur de développement de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire qui a accompli avec succès l'année réglementaire de stage probatoire est titularisé dans son grade à compter du 5 juillet 1980 et conserve une ancienneté d'un (1) an.

La situation administrative de l'intéressé est régularisée comme suit :

- 5-7-81 - techn. sup. de dev. de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> éch. (indice 1200)
- 1-11-82 - disponibilité sans solde
- 28-2-94 rappel à l'activité (AC : 1 an 3 mois 26 jours)

La prochaine date d'avancement automatique d'échelon de l'intéressé est fixée au 2 novembre 1994.

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 23 mars 1994.



Arrêté n° 144/METFP-AS du 7 février 1995 — M. Agbézouhlon Anani Gavoh, n° mle 012575-Z, contrôleur des impôts de 1<sup>re</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon (cat B - ind. 1250) du cadre des fonctionnaires des contributions directes, titulaires du diplôme de l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) cycle II, option : administration des impôts (promotion : 1990 - 1993) à l'issue d'un stage de formation professionnelle d'une durée de trois (3) ans à l'ENA de Lomé, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'inspecteur des impôts de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon (cat A2 - ind. 1300) à compter du 07 mars 1994, date de sa reprise de service et conserve son affectation actuelle (section 09, chapitre 21 du budget général).

L'ancienneté dans la nouvelle catégorie est acquise à compter du 15 juillet 1992, date du dernier avancement de l'intéressé.

M. Agbézouhlon Anani Gavoh est élevé au 4<sup>e</sup> échelon de son grade (indice 1400) à compter du 15 juillet 1994.

### Détachements

Arrêté n° 139/METFP-AS du 6 février 1995 — Les fonctionnaires ci-après désignés relevant des différents Ministères sont placés, sur leur demande, dans la position de détachement pour servir auprès de l'Assemblée Nationale Togolaise pour une durée de cinq (5) ans, valable du 16 mars 1994 au 15 mars 1999 inclus.

- Péré Dahuku, n° mle 015502-Q, professeur d'enseignement général de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon
- Tcha Katanga, n° mle 010207-R, ingénieur d'agriculture principal CE
- Aidam Kwawu, n° mle 006112-J, professeur d'enseignement général de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon
- Touliane Assoum Séla, n° mle 023179-M, maître d'éducation physique et sportive de 1<sup>re</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon
- Agrigan Bassah, n° mle 026127-H, instituteur adjoint de 3<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon
- Alassani Saibou, n° mle 006848-S, instituteur principal de 2<sup>e</sup> échelon
- Ouyenga Agouta, n° mle 037159-R, professeur des CEG de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon
- Targone Oukpi, n° mle 005645-X, instituteur adjoint de C.E
- Doglo Koudjossan, n° mle 005581-P, professeur des CEG de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon
- Sakponou Cocouvi, n° mle 017901-F, inspecteur 1<sup>er</sup> degré de CE
- Zéou Kossi Bingny, n° mle 030573-F, professeur des CEG de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon
- Soadjede Nyaodo, n° mle 008251-M, instituteur de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon
- Nassampéré Koffi, n° mle 027077-X, instituteur de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon

- Batandeo M'Ba K. Koutada, n° mle 024964-E, professeur d'enseignement général de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon
- Koudéti Kpakou, n° mle 008536-J, instituteur adjoint de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon
- Bontchi Tessil, n° mle 033732-E, technicien supérieur de commerce de 1<sup>re</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon
- Songuine Bonchil, n° mle 030679-R, ingénieur adjoint d'agriculture de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon
- Koumessi Agbotsé, n° mle 012927-H, professeur des CEG de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon
- Epé Mawuto Kodjo, n° mle 026707-M, administrateur civil ppal 1<sup>er</sup> échelon
- Messan Adika, n° mle 009213-F, instituteur principal 2<sup>e</sup> échelon
- Mawussi Edigbo Ekélé, n° mle 028783-R, professeur d'enseignement général de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon
- Gbékobou K. Noagbénakpoé, n° mle 021170-U, professeur d'enseignement général de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon
- Nadjir Palamongue, n° mle 032104-J, urbaniste de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon
- Kwadzo Yao Koudzra, n° mle 017753-T, professeur d'enseignement général de 1<sup>re</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon
- Allagbé Kokou, n° mle 032881-P, professeur d'enseignement général de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon
- Kossi Omou, n° mle 006173-X, conseiller adjoint d'orientation scolaire et professionnelle de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon
- Gbone H. Yaovi, n° mle 005015-Z, ingénieur d'agriculture de C.E.
- Dramani Dama, n° mle 009441-B, administrateur civil ppal, 3<sup>e</sup> échelon
- Kabaté Ounile, n° mle 005032-J, professeur des CEG de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon
- Gbambé Sampoguili, n° mle 016760-S, technicien supérieur de laboratoire de 1<sup>re</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon
- Lalende Issa, n° mle 005265-B, technicien supérieur de développement principal 3<sup>e</sup> échelon
- Lékézime Pakoubatcho, n° mle 023334-G, ingénieur agro-économiste de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon
- Kombaté Néné Nawab, n° mle 014852-W, inspecteur de l'enseignement du 2<sup>e</sup> degré de C. E.
- Mélébou Koffi Essozolim, n° mle 029978-U, ingénieur d'agriculture de 1<sup>re</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon
- Affo Waloh Bansabi, n° mle 029536-J, instituteur adjoint de 3<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon
- Gnamsim Abalonoyo, n° mle 030535-R, professeur des CEG de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon
- Gbatti Komla, n° mle 006816-A, professeur d'enseignement général de C. E.
- Yelou Yemavor, n° mle 013691-V, instituteur de 1<sup>re</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon.
- Essiome Etsè, n° mle 018406-Q, instituteur de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon
- Adossi Komi Sena, n° mle 017049-B, professeur des CEG de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon



— Agouda Moumouni, n° mle 011148-E, agent d'exploitation des PTT ppal 3<sup>e</sup> échelon.

Pendant la durée du détachement, les émoluments des intéressés seront à la charge de ladite Assemblée et la contribution complémentaire de 20 % à la Caisse de Retraites du Togo sera imputée sur le budget général du Togo, en application des dispositions de l'article 62-3 alinéa de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991.

Les intéressés subiront sur leur traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 7 %.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de la solde à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1995.

Arrêté n° 153/METFP-AS du 7 février 1995 — Mme Bernner Essi, épouse Hounzah, n° mle 009027-D, assistante médicale principale 2<sup>e</sup> échelon du cadre du personnel médical et technique de la santé publique, placée dans la position de détachement pour servir auprès du Programme International pour la Formation en Matière de la Santé (P. I. F. M. S.) suivant arrêté n° 410/METFP du 20 septembre 1993 est maintenue dans cette même position pour une nouvelle période d'un (1) an, valable du 1<sup>er</sup> mars 1994 au 28 février 1995 inclus.

Pendant la durée du détachement, les émoluments de Mme Bernner seront à la charge dudit Programme et la contribution complémentaire de 20 % à la caisse de retraites du Togo sera imputée sur le budget général du Togo en application des dispositions de l'article 62-3<sup>e</sup> alinéa de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991.

L'intéressée subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 7 %.

Arrêté n° 164/METFP-AS du 7 février 1995 — M. Djato-Kolani Poukilipo, n° mle 032435-V, ingénieur de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon du cadre des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles, relevant du Ministère de l'Industrie et des Sociétés d'Etat est placé dans la position de détachement pour servir auprès du Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD) pour une durée de douze (12) mois, valable du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 1995 inclus.

Pendant la durée du détachement, les émoluments de M. Djato-Kolani seront à la charge du PNUD et la contribution complémentaire de 20 % à la caisse de retraites du Togo sera imputable sur le budget général du Togo en application des dispositions de l'article 62-III de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991.

L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 7 %.

### Titularisation

Arrêté n° 165/METFP-AS du 15 février 1995 — Mlle Kombaté Mingname, n° mle 039431-Z, technicienne supérieure de génie civil de 2<sup>e</sup> échelon stagiaire (catégorie A2 - indice 1200), du cadre des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles, qui a accompli avec succès l'année réglementaire de stage, est titularisée dans son grade à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1992 et conserve une ancienneté d'un an.

L'intéressée est élevée au 3<sup>e</sup> échelon de son grade (indice 1300) à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1993 (AC : épuisée).

### Absence irrégulière

Arrêté n° 149/METFP-AS du 7 février 1995 — Est constatée à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1993, l'absence irrégulière de M. Attisso Kodjo Attah, n° mle 036884-W, instituteur de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement en service à l'école primaire publique de Zébévi à Aného.

Pendant la durée de l'absence l'intéressé n'aura droit à aucun traitement.

### Reprise de service

Arrêté n° 141/METFP-AS du 7 février 1995 — Est constatée à compter du 21 décembre 1994, la reprise de service de M. Limazié Komlan Limaz, n° mle 013987-M, assistant de production de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon du cadre des fonctionnaires de la radiodiffusion, désigné pour suivre un stage de formation professionnelle à l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) de Lomé suivant arrêté n° 1068/METFP du 21 novembre 1991.

L'intéressé est remis à la disposition du Ministre de la Communication et de la Culture.

Arrêté n° 159/METFP-AS du 7 février 1995 — Est constatée à compter du 19 octobre 1992, la reprise de service de M. Sodogas Foli Sosro Assiom, n° mle 033408-A, instituteur de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, désigné par l'arrêté n° 545/METFP du 9 juillet 1991 pour suivre un stage de formation professionnelle à l'Ecole Normale Supérieure (ENS) d'Atakpamé.

### Suspension

Arrêté n° 157/METFP-AS du 7 février 1995 — M. Améla Yao Amélavi, n° mle 011297-T, professeur de l'enseignement supérieur de CE, du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, en service à l'Université du Bénin qui fait l'objet d'une condamnation à des peines d'emprisonnement est suspendu de ses fonctions sans suspension de droits à pension à compter du 1<sup>er</sup> septembre 1993.

Pendant la durée de la suspension, l'intéressé n'aura droit à aucun traitement.

### Révocation

Arrêté n° 158/METFP-AS du 7 février 1995 — M. Améla Yao Amélavi, n° mle 011297-T, professeur de l'enseignement supérieur de C. E., du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, en service à l'Université du Bénin qui a été condamné à des peines d'emprisonnement pour détention illégale d'un appareil destiné à la fabrication, contrefaçon falsification, altération ou coloration de signes monétaires est révoqué de ses fonctions avec suspension des droits à pension à compter du 9 juin 1994.

### Retraite

Arrêté n° 138/METFP-AS du 7 février 1995 — Est rapporté en ce qui concerne M. Akpaou Ahourouma, n° mle 002025-B, instituteur principal 1<sup>er</sup> échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, l'arrêté n° 0922/METFP du 27 novembre 1989, portant admission à la retraite.

Arrêté n° 151/METFP-AS du 6 février 1995 — Est rapporté en ce qui concerne Mme Tchamié Adou, épouse Ali, n° mle 002436-E, institutrice-adjointe de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon, du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, l'arrêté n° 654/METFP du 8 juin 1994, portant admission à la retraite.

### Prorogation de stage

Arrêté n° 140/METFP-AS du 7 février 1995 — Est prorogée jusqu'au 20 décembre 1994 inclus la durée de stage de formation professionnelle à l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) de M. Limazié K. Limaz, n° mle 013987-M, assistant de production de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon du cadre des fonctionnaires de la radiodiffusion en service à la Radio Lomé.

Arrêté n° 143/METFP-AS du 7 février 1995 — Est prorogée jusqu'au 19 décembre 1994 inclus la durée de stage de formation professionnelle à l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) à Lomé de M. Nappom Kankovi Mawuli, n° mle 024357-F, adjoint administratif principal, 1<sup>er</sup> échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en service à la direction des Affaires Sociales à Lomé.

Arrêté n° 160/METFP-AS du 7 février 1995 — Est prorogée jusqu'au 16 décembre 1994 inclus la durée de stage de formation professionnelle à l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) à Lomé de M. Agbagnon Yao Adjéoda, n° mle 032196-E, agent de promotion sociale de 2<sup>e</sup> classe, 4<sup>e</sup> échelon du cadre du personnel médical et technique de la santé publique, relevant du Ministère de l'Emploi, du Travail, de la Fonction publique et des Affaires sociales.

### Position de stage

Arrêté n° 154/METFP-AS du 7 février 1995 — M. Eklou Kossi Nuwoza, n° mle 026465-T, assistant d'hygiène d'Etat de 1<sup>re</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon, du cadre du personnel médical et technique de la santé publique, en service au Centre de Santé d'Assahoun (Préfecture de l'Avé) est mis en position de stage de formation professionnelle à l'Ecole des Assistants Médicaux (EAM-UB) à Lomé pour la période allant du 10 octobre 1988 au 1<sup>er</sup> septembre 1993.

Arrêté n° 162/METFP-AS du 7 février 1995 — Mlle Abi Pirénam Dora, n° mle 035595-D, sténo-dactylo correspondante de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, en service à la direction générale des Douanes est mise en position de stage de formation professionnelle à l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) de Lomé pour une durée de trois (3) ans, valable du 10 janvier 1994 au 09 janvier 1997 inclus.

Arrêté n° 166/METFP-AS du 15 février 1995 — Est rapporté l'arrêté n° 1231/METFP du 16 août 1985 plaçant M. Aékim Tchadou Massannèbè, n° mle 013949-X, inspecteur central de trésor de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon en service au Trésor dans la position de disponibilité sans traitement pour études.

M. Aékim Tchadou Massannèbè, n° mle 013949-X, inspecteur central de trésor de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon du cadre des fonctionnaires du trésor en service à la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité publique, titulaire d'une bourse du Fonds d'Aide et de Coopération (FAC) est mis en position de stage de formation professionnelle à l'Ecole Nationale des Services du Trésor (ENST) France pour une durée de quinze (15) mois neuf (9) jours, valable du 23 août 1985 au 30 novembre 1986 inclus.

Durant le stage M. Aekim qui est marié aura droit à un traitement mensuel égal à la moitié de sa solde nette majorée éventuellement des allocations familiales.

Les frais de voyage (aller et retour) sont à la charge du Fonds d'Aide et de Coopération.

L'intéressé pourra obtenir avant son départ une avance de solde remboursable égale à deux (2) mois de sa solde de base brute. Cette avance sera précomptée par douzième sur son traitement à partir du premier mois qui suivra celui de son retour au togo.

La dépense est imputable à la section 9 chapitre 28 du budget général.

### Rectificatifs

**RECTIFICATIF du 6 février 1995 à l'arrêté n° 1035/MTFP du 7 décembre 1988 portant admission à la retraite.**

Les fonctionnaires ci-après désignés, relevant des différents Ministères, qui ont accompli trente (30) ans de services effectifs sont admis à faire valoir leurs droits à une pension de retraite pour compter du 1er janvier 1989 :

Ministère de l'Education Nationale  
et de la Recherche Scientifique

#### Au lieu de :

— Akpawou Ahourouma, n° mle 002025-B, instituteur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon

#### Lire :

— Akpaou Ahourouma, n° mle 002025-B, instituteur principal 1<sup>er</sup> échelon

Le reste sans changement.

**RECTIFICATIF du 7 février 1995 à l'arrêté n° 94/029/METFP du 14 novembre 1994 portant admission définitive du personnel d'enseignement aux examens et concours de l'enseignement technique, session des 14, 15, 16 et 17 janvier 1992 :**

Sont déclarés définitivement admis aux examens et concours professionnels, session des 14, 15, 16 et 17 janvier 1992, les candidates et candidats de l'enseignement technique dont les noms suivent :

### Certificat Élémentaire d'Aptitude Pédagogique des Professeurs Techniques Adjoints (CEAP-PTA/C)

#### A — Série : Examen

Au lieu de : Néant

#### Lire :

Table	Correction	Nom et Prénoms	Spécialité	N° mle
6478	6254	Adjini Adjoa Enyonam	Macramé	016006-Q

#### B — Série : Concours

Supprimer :

6478	6254	Adjini Adjoa Enyonam	Macramé	016006-Q
------	------	----------------------	---------	----------

Le présent arrêté prend effet pour compter du 1er janvier 1993.

### Divers

#### CAISSE DE RETRAITES DU TOGO

#### Concession de pension de retraite, de veuve et d'orphelins

Décision n° 68/95/CRT/DP du 6 février 1995 — Il est attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo une pension temporaire d'orphelins au montant annuel de CENT TRENTÉ SEPT MILLE TROIS CENT DIX (137 310) Francs pour compter du 1<sup>er</sup> décembre 1991 à chacun des orphelins ci-après désignés :

Anoumou Silété, né le 12 mai 1972  
Dia Sohuessi, né le 09 juin 1976

enfants de feu Mortant Fafanyo Sowouanou, inspecteur central de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon (indice 2200, pourcentage 75 %) décédé en retraite le 15 novembre 1991.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins mineurs sus-dénommés seront versés entre les mains de M. Mortant Sossou Fadzi, tuteur des orphelins mineurs du de cujus.

Décision n° 70/CRT/DP du 6 février 1995 — Une pension unique (indice 1250, pourcentage 47,50 %) d'un montant de NEUF CENT QUATRE VINGT HUIT MILLE DEUX CENT VINGT QUATRE (988 224) Francs équivalent à quatre (4) années de pension de veuve est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo en règlement pour solde de tout compte à Mme veuve Djabaoui Mananwaye (née Kpassagou)

épouse de feu Djabaoui Kossi Baèm, instituteur de 1<sup>re</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon du corps du personnel de l'enseignement décédé en activité le 9 octobre 1992.

En application des dispositions de l'article 27 paragraphe IV alinéa 2 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, la pension de veuve prévue à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus est limitée à un seul veuvage.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse, une pension temporaire d'orphelins au montant annuel de QUARANTE NEUF MILLE QUATRE CENT ONZE (49 411) Francs pour compter du 1<sup>er</sup> novembre 1992 à chacun des orphelins ci-après désignés :

Wénkpami, née le 04 mars 1975  
Madin-na, née le 08 mars 1978  
Winiga Didabama, née le 06 août 1986  
Baya Hombeh, né le 22 août 1989  
Djamaa Constance, née le 23 septembre 1992.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins mineurs sus-dénommés seront versés entre les mains de M. Djabaoui Kodjo administrateur des biens et tuteur des orphelins mineurs du de cujus.

Les retenues restant dues par feu Djabaoui Kossi Baèm au titre de la validation des services stagiaires seront déduites des arrérages de la présente pension.

Décision n° 71/CRT/DP du 6 février 1995 — Il est attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Anani Antchim, née Iddi  
Anani Tossi, née Ahoibli,

épouses de feu Anani Robert Akouété Abati, adjoint administratif principal 2<sup>e</sup> échelon décédé en retraite le 23 mars 1993 une pension de veuve au montant annuel de CENT CINQUANTE HUIT MILLE CENT QUINZE (158 115) Francs pour compter du 8 avril 1993.

Décision n° 72/CRT/DP du 6 février 1995 — Une pension civile d'ancienneté (indice 2800, pourcentage 80 %) au montant annuel de UN MILLION HUIT CENT SOIXANTE QUATRE MILLE QUATRE VINGT DOUZE (1 864 092) Francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Tigoué Kouanvi, administrateur civil de classe exceptionnelle du corps du personnel de l'administration générale, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> janvier 1992.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Tigoué Kouanvi, pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1992 une majoration pour enfants au taux de 20 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 5<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Kouamba, née le 17 janvier 1965  
Ahlonkoba, née le 10 mai 1967  
Ahlimba Massan, née le 26 août 1969  
Ahlonko, né le 8 septembre 1971  
Assaba, née le 14 novembre 1975.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à TROIS CENT SOIXANTE DOUZE MILLE HUIT CENT DIX NEUF (372 819) Francs pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1992.

Par application des dispositions de l'article 67 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, les retenues restant dues par M. Tigoué Kouanvi au titre de ses services stagiaires seront précomptées sur les arrérages de la présente pension.

Décision n° 73/CRT/DP du 6 février 1995 — Une pension civile d'ancienneté (indice 2800, pourcentage 80 %) au montant annuel de UN MILLION HUIT CENT SOIXANTE QUATRE MILLE QUATRE VINGT DOUZE (1 864 092) Francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Agbodjan-Prince Têtê, ingénieur des Mines et de la Géologie de classe exceptionnelle du corps du personnel des Mines et de la Géologie, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> mai 1993.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Agbodjan-Prince Têtê pour compter du 1<sup>er</sup> novembre 1993 une majoration pour enfants au taux de 10 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 3<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Télé, née le 21 mars 1974  
Sewa, né le 23 octobre 1975  
Edoé, né le 17 octobre 1977

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à CENT QUATRE VINGT SIX MILLE QUATRE CENT NEUF (186 409) Francs pour compter du 1<sup>er</sup> novembre 1993.

M. Agbodjan-Prince Têtê pourra prétendre pour compter du 1<sup>er</sup> mai 1993 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 6<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Télé, née le 21 mars 1974  
Sewa, né le 23 octobre 1975

Edoé, né le 17 octobre 1977  
 Kpoti, né le 7 août 1979  
 Têko, né le 31 octobre 1982  
 Lassey, né le 8 mai 1986

Par application des dispositions de l'article 20 paragraphe VI de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, M. Agbodjan-Prince Têê ne pourra plus bénéficier des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 3<sup>e</sup> rang) ci-dessus désignés pour compter du 1<sup>er</sup> novembre 1993.

Les retenues restant dues par M. Agbodjan-Prince Têê seront précomptées sur les arrérages de la présente pension.

Décision n° 74/CRT/DP du 6 février 1995 — Une pension civile d'ancienneté (indice 1050, pourcentage 80 %) au montant annuel de SIX CENT QUATRE VINGT DIX NEUF MILLE TRENTE SIX (699 036) Francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à Mme Loko Dovi Holalé épouse Sodji, infirmière d'Etat de classe exceptionnelle du corps du personnel médical et technique de la santé, admise à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> janvier 1993.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à Mme Loko Dovi Holalé épouse Sodji pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1993 une majoration pour enfants au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 6<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Ahlimba Onikêkpo, née le 29 février 1964  
 Ahlin Assiki Ahoéléte, né le 8 mai 1966  
 Antreauwa Magé Mofolomtcho, née le 21 juillet 1969  
 Antreau Orê Mawussé, né le 24 mars 1971  
 Ampiba Mondoukpè Akpé, née le 29 décembre 1972  
 Asriwa Sitou Madjêmtê, née le 15 avril 1974

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à CENT SOIXANTE QUATORZE MILLE SEPT CENT CINQUANTE NEUF (174 759) Francs pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1993.

Les retenues restant dues par Mme Loko Dovi Holalé épouse Sodji seront précomptées sur les arrérages de la présente pension.

Décision n° 75/CRT/DP du 6 février 1995 — Une pension civile d'ancienneté (indice 1750, pourcentage 80 %) au montant annuel de UN MILLION CENT SOIXANTE CINQ MILLE CINQUANTE SIX (1 165 056) Francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à Mme Benth Ayaba Monché épouse Ekoue-Hettah, institutrice de classe exceptionnelle du corps du personnel de l'enseignement admise à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> novembre 1993.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à Mme Benth Ayaba Monché épouse Ekue-Hettah pour compter du 1<sup>er</sup> novembre 1993 une majoration pour enfants au taux de 20 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 5<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Ayélévi-Djetti, née le 22 avril 1964  
 Kuévi Rafou, né le 09 août 1966  
 Ayoko Ninavi, née le 07 mars 1969  
 Adama Odi, né le 30 mai 1971  
 Amakoévi Bètri, né le 04 septembre 1976

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à DEUX CENT TRENTE TROIS MILLE DOUZE (233 012) Francs pour compter du 1<sup>er</sup> novembre 1993.

Les retenues restant dues par Mme Benth Ayaba Monché épouse Ekue-Hettah au titre de la validation de la période agiaire, seront précomptées sur les arrérages de la présente pension.

Décision n° 76/CRT/DP du 6 février 1995 — Une pension civile d'ancienneté (indice 2100, pourcentage 75 %) au montant annuel de UN MILLION TROIS CENT DIX MILLE SIX CENT QUATRE VINGT HUIT (1 310 688) Francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Tetegan Godwin Anani, du corps du personnel de la Radiodiffusion, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> juillet 1992.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Tetegan Godwin Anani pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1992 une majoration pour enfants au taux de 10 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 3<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Dédé Dodovi, née le 30 janvier 1967  
 Daté Kenneto, né le 1<sup>er</sup> février 1968  
 Daté Winifli, né le 22 janvier 1990

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à CENT TRENTE UN MILLE SOIXANTE NEUF (131 069) Francs pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1992.

Les retenues restant dues par M. Tetegan Godwin Anani au titre de la validation de ses services auxiliaires seront pré-comptées sur les arrérages de la présente pension.

Décision n° 77/CRT/DP du 6 février 1995 — Par application des dispositions de l'article 20 paragraphe IV de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, le taux de majoration pour enfants allouée à M. Birregah Adjamna Moukoumfid Djambagou, Sergent-chef 4<sup>e</sup> échelon n° mle 0246 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, est porté pour compter du 1<sup>er</sup> février 1994 de 15 % à 20 % de sa pension principale CINQ CENT SOIXANTE CINQ MILLE HUIT CENT QUATRE VINGT QUATRE (565 884) Francs l'an au titre de son 5<sup>e</sup> enfant Baguima née le 4 août 1977.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à CENT TREIZE MILLE CENT SOIXANTE DIX SEPT (113 177) Francs pour compter du 1<sup>er</sup> février 1994.

Par application des dispositions de l'article 20 paragraphe IV de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, M. Birregah Adjamna Moukoumfid Djambagou ne pourra plus bénéficier des allocations familiales au titre de son enfant ci-dessus désigné pour compter du 1<sup>er</sup> février 1994.

Décision n° 78/CRT/DP du 6 février 1995 — Par application des dispositions de l'article 20 paragraphe IV de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, il est alloué à M. Lémou Pidènlèbini, Sergent-chef 4<sup>e</sup> échelon n° mle 0394 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, pour compter du 1<sup>er</sup> septembre 1993 une majoration pour enfants au taux de 10 % de sa pension principale CINQ CENT SOIXANTE CINQ MILLE HUIT CENT QUATRE VINGT QUATRE (565 884) Francs l'an au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 3<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Manzamasso, né le 14 juin 1970

Hodalou, née le 15 juin 1972

Koudjoukalo, née le 26 décembre 1976.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à CINQUANTE SIX MILLE CINQ CENT QUATRE VINGT NEUF (56 589) Francs pour compter du 1<sup>er</sup> septembre 1993.

Par application des dispositions de l'article 20 paragraphe VI de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, M. Lémou Pidènlèbini ne pourra plus bénéficier des allocations familiales au titre de ses enfants ci-dessus désignés.

Décision n° 79/CRT/DP du 6 février 1995 — Par application des dispositions de l'article 20 paragraphe IV de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, le taux de majoration pour enfants allouée à M. Bimizi Pétchéi, adjudant 3<sup>e</sup> échelon, n° mle 0372 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, est porté pour compter du 1<sup>er</sup> novembre 1993 de 10 % à 15 % de sa pension principale SIX CENT QUATRE VINGT DIX NEUF MILLE TRENTE SIX (699 036) Francs l'an au titre de son 4<sup>e</sup> enfant Assintou né le 22 octobre 1977.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à CENT QUATRE MILLE HUIT CENT CINQUANTE SIX (104 856) Francs pour compter du 1<sup>er</sup> février 1994.

Par application des dispositions de l'article 20 paragraphe VI de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, M. Bimizi Pétchéi ne pourra plus bénéficier des allocations familiales au titre de son 4<sup>e</sup> enfant ci-dessus désigné pour compter du 1<sup>er</sup> novembre 1993.

Décision n° 80/CRT/DP du 6 février 1995 — Par application des dispositions de l'article 20 paragraphe IV de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, le taux de majoration pour enfants allouée à M. Amédégnato Anani Messèkodé, professeur de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon du corps du personnel de l'Enseignement est porté pour compter du 1<sup>er</sup> février 1994, de 10 % à 20 % de sa pension principale UN MILLIONS SIX CENT CINQUANTE TROIS MILLE NEUF CENT SOIXANTE (1 653 960) Francs l'an au titre de ses enfants (du 4<sup>e</sup> au 5<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Sègnon Togbossou, né le 07 septembre 1977

Agnon Agossi, né le 07 septembre 1977

Le montant annuel de cette majoration est fixé à TROIS CENT TRENTE MILLE SEPT CENT QUATRE VINGT DOUZE (330 792) Francs pour compter du 1<sup>er</sup> février 1994.

Par application des dispositions de l'article 20 paragraphe VI de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, M. Amédégnato Anani Messèkodé, ne pourra plus bénéficier des allocations familiales au titre de ses enfants ci-dessus désignés pour compter du 1<sup>er</sup> février 1994.

Décision n° 81/CRT/DP du 6 février 1995 — Une pension militaire d'ancienneté (indice 700, pourcentage 80 %) au montant annuel de QUATRE CENT SOIXANTE SIX MILLE VINGT (466 020) Francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Kolla Tchaa Mayaba, maréchal des logis 6<sup>e</sup> échelon n° mle 564 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.



La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> juin 1991.

M. Kolla Tcha Mayaba pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> juin 1991 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 2<sup>e</sup> au 6<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Dinabidingué, né le 14 septembre 1967  
Piniouwè, née le 02 juillet 1972  
Pamouzi, né le 03 avril 1976  
Dizima, né le 13 juillet 1978  
Bimawè, née le 19 février 1981  
Dadja, né le 21 avril 1984.

Décision n° 103/CRT/DP du 13 février 1995 — Une pension civile d'ancienneté (indice 2800, pourcentage 75 %) au montant annuel de UN MILLION SEPT CENT QUARANTE SEPT MILLE CINQ CENT QUATRE VINGT QUATRE (1 747 584) Francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Koudoyor Doméfa Foli, inspecteur central du trésor de classe exceptionnelle du corps du personnel du Trésor, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> juillet 1994.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Koudoyor Doméfa Foli, pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1994 une majoration pour enfants au taux de 10 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 3<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Ekoué, né le 23 février 1968  
Ayélé, née le 16 avril 1970  
Têko, né le 10 juin 1972

Le montant annuel de cette majoration prévue ci-dessus est fixé à CENT SOIXANTE QUATORZE MILLE SEPT CENT CINQUANTE HUIT (174 758) Francs pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1994.

M. Koudoyor Doméfa Foli pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1994 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4<sup>e</sup> au 7<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Ayoko Sénam, née le 6 mars 1979  
Ekué Dodji, né le 16 juillet 1984  
Têko Sitou, né le 16 septembre 1987  
Ayélé, née le 19 mai 1994.

Décision n° 104/CRT/DP du 13 février 1995 — Une pension civile d'ancienneté (indice 2200, pourcentage 75 %) au montant annuel de UN MILLION TROIS CENT SOIXANTE TREIZE MILLE CENT (1 373 100) Francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Kondi Tchandikou, professeur 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon du corps du personnel de l'enseignement, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> novembre 1993. Toutefois, en application des dispositions de l'article 59 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991 relatives au cumul d'émoluments d'activité et de pension de retraite, le montant annuel de la pension et de ses accessoires, à servir à M. Kondi Tchandikou pendant la période du 1<sup>er</sup> novembre 1993 au 30 septembre 1994 sera limité à HUIT CENT CINQUANTE HUIT MILLE NEUF CENT VINGT QUATRE (858 924) Francs.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Kondi Tchandikou pour compter du 1<sup>er</sup> novembre 1993 une majoration pour enfants au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 6<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Yao Kidighan, né le 30 mai 1963  
Nifo, née le 07 avril 1967  
Hod'Abalo Tchamamme, né le 25 janvier 1970  
Gbat Takasse, né le 23 avril 1970  
Taghma Aoussi, née le 26 avril 1971  
Ikpindi, née le 25 décembre 1972

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à TROIS CENT QUARANTE TROIS MILLE DEUX CENT SOIXANTE QUINZE (343 275) Francs pour compter du 1<sup>er</sup> novembre 1993.

M. Kondi Tchandikou pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> novembre 1993 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7<sup>e</sup> au 10<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Djabado, né le 18 juin 1986  
Dolibe Kountchapou, née le 10 novembre 1988  
Kokou N'Kinlam, né le 13 juin 1990  
Akoua Kpandjapour Cathérine, née le 29 avril 1992

Les retenues restant dues par M. Kondi Tchandikou au titre de la validation de ses services stagiaires seront précomptées sur les arrérages de la présente décision.



Décision n° 105/CRT/DP du 13 février 1995 — Une pension civile proportionnelle (indice 750, pourcentage 58,75 %) au montant annuel de TROIS CENT SOIXANTE SIX MILLE SIX CENT QUATRE VINGT QUATRE (366 684) Francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Tsigbé Koffi Eménéfa, instituteur adjoint de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon du corps du personnel de l'enseignement, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> août 1992.

M. Tsigbé Koffi Eménéfa pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> août 1992 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7<sup>e</sup> au 20<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Akoua Edzodzinam, née le 25 septembre 1957  
Yawa Mawulawoè, née le 25 juin 1961  
Adjovi Mawunyo, née le 31 mai 1965  
Kokou Atitso, né le 26 mars 1969  
Komlan Agbenowosi, né le 6 octobre 1970  
Yawavi Afeafa, née le 6 avril 1972  
Komi Gagloadu, né le 28 avril 1973  
Kossiwa Djidjogbé, née le 6 mai 1973  
Dodosi Kossiwakuma Massa, née le 4 janvier 1976  
Akou Mana, née le 2 février 1977  
Essi Evenyo, née le 25 février 1979  
Yawa Vitchovi, née le 11 juin 1981  
Akuvi Nkovo, née le 2 septembre 1981  
Kodjo Dzimado Gbédela, né le 9 janvier 1984  
Akouyo Mazikpoo, née le 27 juin 1984  
Adzovi Enyonam, née le 17 novembre 1986  
Adjoa-Kuma Assiévé, née le 22 décembre 1986  
Komivi Woseda, né le 24 février 1990  
Kossi Elikplim, né le 17 juin 1990  
Yawo Nukuvi, né le 5 mars 1992.

Les retenues restant dues par M. Tsigbé Koffi Eménéfa au titre de la validation de ses services auxiliaires seront pré-comptées sur les arrérages de la présente pension.

Décision n° 106/CRT/DP du 13 février 1995 — Une pension civile d'ancienneté (indice 1750, pourcentage 75 %) au montant annuel de UN MILLION QUATRE VINGT DOUZE MILLE DEUX CENT QUARANTE (1 092 240) Francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Ahlin Koffi Ata, aide statisticien de classe exceptionnelle du corps du personnel de la statistique générale, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> octobre 1993.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Ahlin Koffi Ata pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1993 une majoration pour enfants au taux de 10 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 3<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Comlan Fessegnan, né le 17 juin 1969  
Adjoa Nikè, née le 11 octobre 1971  
Kodjo, né le 21 avril 1975.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à CENT NEUF MILLE DEUX CENT VINGT QUATRE (109 224) Francs pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1993.

Les retenues restant dues par M. Ahlin Koffi Ata seront pré-comptées sur les arrérages de la présente pension.

Décision n° 107/CRT/DP du 13 février 1995 — Une pension civile proportionnelle (pourcentage 61,25 %, indice 2800) au montant annuel de UN MILLION QUATRE CENT VINGT SEPT MILLE CENT QUATRE VINGT SEIZE (1 427 196) Francs pour compter du 1<sup>er</sup> au 30 janvier 1993 est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Amégnizin Kossi, professeur d'enseignement supérieur de classe exceptionnelle du corps du personnel de l'enseignement, admis à la retraite.

M. Amégnizin Kossi pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> au 30 janvier 1993 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 5<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Bessi Adjoa Sika, née le 2 juillet 1962  
Bèni Edem Kuami, né le 8 août 1964  
Kouami, né le 4 mars 1967  
Vignon, né le 21 mai 1970  
Mawougnon Amavi, né le 30 avril 1977

Les arrérages dus au titre de la présente décision seront versés entre les mains de Mme veuve Amégnizin Katé Eunice Ayélé née Gaba, administratrice des biens de feu M. Amégnizin Kossi, décédé le 17 janvier 1993.

Décision n° 108/CRT/DP du 13 février 1995 — Une pension civile d'ancienneté (indice 670, pourcentage 75 %) au montant annuel de QUATRE CENT DIX HUIT MILLE CENT SOIXANTE SEIZE (418 176) Francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Folly Messan Nonvissou, aide sanitaire principal de classe exceptionnelle du corps du personnel médical et technique de la santé publique, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 10 novembre 1992.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Folly Messan Nonvissou pour compter du 10 novembre 1992 une majoration pour enfants au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 6<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Houessou Mawouélé, né le 14 septembre 1963  
Kokou Dodji, né le 28 avril 1965  
Messan Vignon, né le 16 février 1967  
Anani Komlan S. né le 31 décembre 1968  
Anoumou Kodjo G., né le 30 novembre 1970  
Assion Mawoussi, né le 12 août 1972

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à CENT QUATRE MILLE CINQ CENT QUARANTE QUATRE (104 544) Francs pour compter du 10 novembre 1992.

M. Folly Messan Nonvissou pourra prétendre, pour compter du 10 novembre 1992 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7<sup>e</sup> au 9<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Houessou Koffi H., né le 14 décembre 1973  
Kokou Botsoé, né le 12 mai 1976  
Houéssou Comlan, né le 26 mars 1991

Décision n° 109/CRT/DP du 13 février 1995 — Une pension civile d'ancienneté (indice 2000, pourcentage 75 %) au montant annuel de UN MILLION DEUX CENT QUARANTE HUIT MILLE DEUX CENT SOIXANTE SEIZE (1 248 276) Francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. d'Almeida Ayité Gamélé, ingénieur des Travaux Agricoles Principal 3<sup>e</sup> échelon du corps du personnel de l'Agriculture, de l'Elevage, des Forêts et du Conditionnement des Produits, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> janvier 1992.

M. d'Almeida Ayité Gamélé pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1992 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 3<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Dédé Délali, née le 17 novembre 1970  
Kokoé Akpé, née le 29 mars 1974  
Kayi Yabo, née le 07 septembre 1980

Les retenues restant dues par d'Almeida Ayité Gamélé au titre de ses services auxiliaires seront précomptées sur les arrérages de la présente pension.

Décision n° 110/CRT/DP du 13 février 1995 — Une pension civile d'ancienneté (indice 900, pourcentage 75 %) au montant annuel de CINQ CENT SOIXANTE UN MILLE SEPT CENT TRENTÉ DEUX (561 732) Francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Péré Kondalim, instituteur adjoint de 1<sup>re</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon du corps du personnel de l'enseignement, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> avril 1992.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Péré Kondalim pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1992 une majoration pour enfants au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 6<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Sangam, née le 1<sup>er</sup> mai 1968  
Tchaa, né le 12 février 1972  
Tchaa-Esso, né le 12 février 1972  
Wiyooou, né le 12 juillet 1972  
K. Essosimnam, née le 8 décembre 1974  
Essowim, née le 13 janvier 1975

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à CENT QUARANTE MILLE QUATRE CENT TRENTÉ TROIS (140 433) Francs pour compter du 1<sup>er</sup> avril.

M. Péré Kondalim pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1992 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7<sup>e</sup> au 10<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Aklesso, né le 13 juin 1975  
Ata'a Essoham, née le 25 août 1978  
Mintusuw Essoféibana, né le 26 décembre 1981  
Hèzouwè Maazaah, né le 03 septembre 1984

Décision n° 111/CRT/DP du 13 février 1995 — Une pension civile d'ancienneté (indice 1650, pourcentage 75 %) au montant annuel de UN MILLION VINGT NEUF MILLE HUIT CENT VINGT HUIT (1 029 828) Francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Missihou Assou, secrétaire d'administration principal 3<sup>e</sup> échelon du corps du personnel des Affaires Etrangères, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> octobre 1993.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Missihou Assou, secrétaire d'administration principal 3<sup>e</sup> échelon pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1993 une majoration pour enfants au taux de 10 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 3<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Ayao Mawuli, né le 21 septembre 1972

Amavi Mawulaoè, né le 11 mai 1974

Messan, né le 09 octobre 1975

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à CENT DEUX MILLE NEUF CENT QUATRE VINGT TROIS (102 983) Francs pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1993.

M. Missihou Assou pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1993 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de son 4<sup>e</sup> enfant ci-après désigné :

Anani Aduwodji, né le 05 juin 1980

Les retenues restant dues par M. Missihou Assou seront précomptées sur les arrérages de la présente pension.

Décision n° 112/CRT/DP du 13 février 1995 — Une pension civile d'ancienneté (indice 1450, pourcentage 72 %) au montant annuel de HUIT CENT SOIXANTE HUIT MILLE SEPT CENT QUATRE VINGT SEIZE (868 796) Francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Dogblé Koffi Mensah Adem, contrôleur principal 1<sup>er</sup> échelon du corps du personnel de la Douane, admis à la retraite.

M. Dogblé Koffi Mensah Adem étant promu pour compter du 2 octobre 1990 au 2<sup>e</sup> classe de son grade de contrôleur principal (indice 1550) pourra prétendre pour compter du 23 mai 1991 au bénéfice de la révision de sa pension concédée à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus, sur la base des dispositions de l'article 4 du décret n° 91-208 du 3 mai 1991.

Le montant annuel de la pension civile d'ancienneté (indice 1550 pourcentage 80 %) ainsi révisée est fixé à UN MILLION TRENTE UN MILLE NEUF CENT QUATRE (1 031 904) Francs pour compter du 24 octobre 1991.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Dogblé Koffi Mensah Adem, pour compter du 23 mai 1991 une majoration pour enfants au taux

de 15 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 4<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Essi, née le 6 mai 1962

Kossi, né le 24 août 1969

Afiavi, née le 19 mars 1971

Adzovi, née le 5 août 1974

Ce taux est porté à 20 % au titre de son 5<sup>e</sup> enfant Afi née le 15 juillet 1977 pour compter du 1<sup>er</sup> août 1993.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à CENT CINQUANTE QUATRE MILLE SEPT CENT QUATRE VINGT SIX (154 786) Francs pour compter du 23 mai 1991 et à DEUX CENT SIX MILLE TROIS CENT QUATRE VINGT ET UN (206 381) Francs pour compter du 1<sup>er</sup> août 1993.

M. Dogblé Koffi Mensah Adem pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1991 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 6<sup>e</sup> au 11<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Kodzo, né le 9 mai 1983

Komi, né le 9 mars 1985

Komivi, né le 19 octobre 1985

Kélita, né le 24 mai 1987

Yawo, né le 25 février 1988

Aménuvé, née le 30 septembre 1990.

Par application des dispositions de l'article 20 paragraphe 6 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, M. Dogblé Koffi Mensah Adem ne pourra plus bénéficier des allocations familiales au titre de son 5<sup>e</sup> enfant Afi née le 15 juillet 1977 pour compter du 1<sup>er</sup> août 1993.

Les retenues restant dues par M. Dogblé Koffi Mensah Adem suite à la reprise de sa situation administrative seront précomptées sur les arrérages de la présente pension.

Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires à la présente décision.

Décision n° 113/CRT/DP du 13 février 1995 — Une pension civile d'ancienneté (indice 2650, pourcentage 75 %) au montant annuel de UN MILLION SIX CENT CINQUANTE TROIS MILLE NEUF CENT SOIXANTE (1 653 960) Francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Agbodjan Tondosseh, inspecteur de l'Education Nationale, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> novembre 1993.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Agbodjan Tondosseh, pour compter du 1<sup>er</sup> novembre 1993 une majoration pour enfants au taux de 15 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 4<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Séwagan Nényon, né le 29 mars 1968  
Kpoti Edem, né le 10 juillet 1971  
Anani Dzidula, né le 23 novembre 1972  
Anoumou Yayra, né le 03 octobre 1974

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à DEUX CENT QUARANTE HUIT MILLE QUATRE VINGT QUATORZE (248 094) Francs pour compter du 1<sup>er</sup> novembre 1993.

Les retenues restant dues par M. Agbodjan Tondosseh au titre de la validation de ses services auxiliaires seront pré-comptées sur les arrérages de la présente pension.

Décision n° 114/CRT/DP du 13 février 1995 — Une pension d'ancienneté (indice 1700, pourcentage 75 %) au montant annuel de UN MILLION SOIXANTE UN MILLE QUARANTE (1 061 040) Francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Obinayede Koffi Ezoba, professeur des C.E.G de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon du corps du personnel de l'enseignement admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> novembre 1991.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Obinayede Koffi Ezoba pour compter du 1<sup>er</sup> novembre 1991 une majoration pour enfants au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 6<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Ama Dodzi, née le 11 août 1962  
Afi Delali, née le 18 septembre 1964  
Kodjo Mawuli, né le 20 septembre 1965  
Afi Ulukucno, née le 20 janvier 1967  
Akua Oyécavani, née le 11 février 1967  
Afiwa Ekuètuba, née le 9 août 1968

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à DEUX CENT SOIXANTE CINQ MILLE DEUX CENT SOIXANTE (265 260) Francs pour compter du 1<sup>er</sup> novembre 1991.

M. Obinayede Koffi Ezoba pourra prétendre pour compter du 1<sup>er</sup> novembre 1991 sur justification de ses droits au bénéfice

des allocations familiales au titre de ses enfants (du 9<sup>e</sup> au 16<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Abra Kafui, née le 31 décembre 1968  
Akuvi Edinédi, née le 14 octobre 1970  
Yao Esèmu, né le 1<sup>er</sup> octobre 1972  
Yawovi, né le 6 mars 1975  
Yao-koumah, né en 1980  
Kossi Mensah, né le 2 janvier 1982  
Komi Anani, né le 12 novembre 1983  
Wassè, née le 8 mars 1986  
Oukué, née le 8 mars 1986  
Dofé, née le 27 octobre 1989

Par application des dispositions de l'article 67 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991 les retenues restant dues par M. Obinayede Koffi Ezoba au titre de ses services auxiliaires seront pré-comptées sur les arrérages de la présente pension.

Décision n° 115/CRT/DP du 13 février — Il est attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à chacun des orphelins de feu Tsogbale Kossi, infirmier d'Etat de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon (indice 1350, pourcentage 55 %) décédé le 21 juillet 1992 - ci-après désignés :

Kossivi Zogbo, né le 07 décembre 1975  
Amevi Edinédi, née le 17 février 1979  
Koffi Zovodou, né le 21 mars 1980  
Adjovi Gloria, née le 26 août 1991

Une pension temporaire d'orphelins au montant annuel de SOIXANTE UN MILLE SEPT CENT QUATRE VINGT ONZE (61 791) Francs pour compter du 1<sup>er</sup> août 1992.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins mineurs sus-dénommés seront versés entre les mains de M. Tsogbale Essovi, administrateur des biens et tuteur des orphelins mineurs du de cujus.

Les retenues restant dues par M. Tsogbale Kossi Sokoulou au titre de la validation de la période stagiaire seront pré-comptées sur les arrérages de la présente pension.

Décision n° 116/CRT/DP du 13 février 1995 — Une pension unique (indice 420, pourcentage 51,25 %) au montant annuel de TROIS CENT CINQUANTE HUIT MILLE DEUX CENT SOIXANTE DOUZE (358 272) Francs équivalent à quatre (4) années de pension de veuve est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo en règlement pour solde de tout compte à Mme veuve Telare Toure-Yabam née Kawadema épouse de feu Telare Atéfèibou, soldat de 1<sup>re</sup> classe 5<sup>e</sup> échelon du corps du personnel des Forces Armées Togolaises décédé en retraite le 7 février 1993.

En application des dispositions de l'article 27 paragraphe IV alinéa 2 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, la pension de veuve prévue à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus est limitée à un seul veuvage.

Il est également alloué sur les fonds de la même Caisse une pension temporaire d'orphelins, au montant annuel fixé à VINGT QUATRE MILLE (24 000) Francs en vertu de l'article 28 paragraphe III de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991 et non aux résultats qu'ont donnés les calculs effectués sur la base du paragraphe I du même article pour compter du 1<sup>er</sup> mars 1993 à chacun des orphelins mineurs ci-après désignés :

Essomanam, né le 17 août 1972  
Bodomdewa, né le 16 janvier 1974  
Essohouna, né le 12 septembre 1974  
Koutchoukalo, née le 19 mai 1985

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins mineurs sus-dénommés seront versés entre les mains de Mme Lalabia Madé née Telari, chargée de leur tutelle.

Décision n° 117/CRT/DP du 13 février 1995 — Une pension unique (indice 1750, pourcentage 75 %) au montant annuel de UN MILLION QUATRE VINGT DOUZE MILLE DEUX CENT QUARANTE (1 092 240) Francs équivalent à quatre (4) années de pension de veuve est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo en règlement pour solde de tout compte à chacune des veuves ci-après désignées :

Mme veuve Mandao Ayélé, née Créppy  
" Mandao Nafissa née Aboudoulaye,  
épouses de feu Mandao Awonga, contrôleur technique de classe exceptionnelle du corps du personnel de la Radiodiffusion décédé en retraite le 30 novembre 1993.

En application des dispositions de l'article 27 paragraphe IV alinéa 2 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, la pension de veuve prévue à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus est limitée à un seul veuvage.

Il est également alloué sur les fonds de la même Caisse une pension temporaire d'orphelins au montant annuel fixé à CENT NEUF MILLE DEUX CENT VINGT QUATRE (109 224) Francs à chacun des orphelins ci-après désignés (dans la limite de cinq).

Watassékénim Dalimpe, née le 16 juin 1976  
Anayélem, née le 12 mars 1976  
Petakou, née le 22 décembre 1977  
Aymo, né le 17 octobre 1979  
Metayenda Kakpate, née le 4 mars 1980  
Kotalème Mayé, née le 13 novembre 1983.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins mineurs sus-dénommés seront versés entre les mains de M. Mandao Tchassé, administrateur des biens et tuteur des orphelins mineurs du de cujus.

Décision n° 118/CRT/DP du 13 février 1995 — Par application des dispositions de l'article 20 paragraphe IV de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, le taux de la majoration pour enfants allouée à M. Dingninou Ayawovi Mawuena, ingénieur d'agriculture de classe exceptionnelle (indice 2800, pourcentage 76,25 %) est porté pour compter du 1<sup>er</sup> juin 1994 de 10 à 15 % de sa pension principale au montant annuel de UN MILLION SEPT CENT SOIXANTE SEIZE MILLE SEPT CENT HUIT (1 776 708) Francs au titre de son quatrième enfant Komi Messan Vignon né le 13 mai 1978.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à DEUX CENT SOIXANTE SIX MILLE CINQ CENT SEPT (266 507) Francs pour compter du 1<sup>er</sup> juin 1994.

Par application des dispositions de l'article 20 paragraphe IV de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, M. Dingninou Ayawovi Mawuena ne pourra plus bénéficier des allocations familiales au titre de son enfant ci-dessus désigné pour compter du 1<sup>er</sup> juin 1994.

Décision n° 119/CRT/DP du 13 février 1995 — Par application des dispositions de l'article 20 paragraphe IV de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, le taux de la majoration pour enfants allouée à M. Lawson Fiovigah, commis d'administration principale de classe exceptionnelle (indice 670, pourcentage 80 %) est porté pour compter du 1<sup>er</sup> juin 1994 de 15 à 20 % de sa pension principale QUATRE CENT QUARANTE SIX MILLE CINQUANTE DEUX (446 052) Francs au titre de son enfant Lawson Nadou Enyonam née le 12 mai 1977.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à QUATRE VINGT NEUF MILLE DEUX CENT ONZE (89 211) Francs pour compter du 1<sup>er</sup> juin 1994.

Décision n° 120/CRT/DP du 13 février 1995 — Par application des dispositions de l'article 20 paragraphe IV de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, il est alloué à M. Dagbé Yao Komlanvi, caporal-chef 5<sup>e</sup> échelon n° mle 100-M du corps du personnel des Forces Armées Togolaises (indice 575, pourcentage 63,75 %) pour compter du 1<sup>er</sup> mai 1994 une majoration pour enfants au taux de 25 % de sa pension principale TROIS CENT CINQ MILLE CINQ QUANTE DEUX (305 542) Francs.

052) Francs l'an au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 6<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

- Ablavi, née le 20 avril 1968
- Yèbinè, née le 28 juin 1975
- Ognadon, né le 13 juillet 1975
- Owé, né le 14 janvier 1976
- Otcha, né le 14 janvier 1976
- Koffi, né le 13 février 1976

Le montant annuel de cette majoration est fixé à SOIXANTE SEIZE MILLE DEUX CENT SOIXANTE TROIS (76 263) Francs pour compter du 1<sup>er</sup> mai 1994.

Par application des dispositions de l'article 20 paragraphe 6 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, M. Dagbé Yao Komlanvi ne pourra plus bénéficier des allocations familiales au titre de ses enfants ci-dessus désignés pour compter du 1<sup>er</sup> mai 1994.

Décision n° 124/CRT/DP du 14 février 1995 — Une pension civile d'ancienneté (indice 2800, pourcentage 75 %) au montant annuel de UN MILLION SEPT CENT QUARANTE SEPT MILLE CINQ CENT QUATRE VINGT QUATRE (1 747 584) Francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Amah Pidalatang Sogoyou, administrateur civil en chef de classe exceptionnelle du corps du personnel de l'administration générale admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> mai 1992.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Amah Pidalatang Sogoyou pour compter du 1<sup>er</sup> mai 1992 une majoration pour enfants au taux de 20 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 5<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

- Marie Judith Hodahalo, née le 5 mai 1964
- Denise Roselyne Tchilahalo, née le 15 mai 1970
- Odette Caroline Essozimna, née le 20 avril 1974
- Palakiyem, née le 27 janvier 1976
- Marie-Reine Pawimodom, née le 11 février 1976

Ce taux est porté à 25 % pour compter du 1<sup>er</sup> août 1994 au titre de son 6<sup>e</sup> enfant : Philippe William Essohouna né le 28 juillet 1978.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à TROIS CENT QUARANTE NEUF MILLE CINQ CENT DIX SEPT (349 517) Francs pour compter du 1<sup>er</sup> mai 1992 et à QUATRE CENT TRENTA SIX MILLE HUIT CENT QUATRE VINGT SEIZE (436 896) Francs pour compter du 1<sup>er</sup> août 1994.

M. Amah Pidalatang Sogoyou pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> mai 1992 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 6<sup>e</sup> au 9<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

- Philippe William Essohouna, né le 28 juillet 1978
- Mèwèssibè, né le 30 décembre 1980
- Marie Antoinette Maguilbè, née le 15 février 1981
- Pirénam Florence Christelle, née le 1<sup>er</sup> avril 1987

Par application des dispositions de l'article 20 paragraphe 10, M. Amah Pidalatang Sogoyou ne pourra plus bénéficier des allocations familiales au titre de son enfant Philippe William Essohouna pour compter du 1<sup>er</sup> août 1994.

Décision n° 125/CRT/DP du 14 février 1995 — Une pension civile d'ancienneté (indice 1800, pourcentage 75 %) au montant annuel de UN MILLION CENT VINGT TROIS MILLE QUATRE CENT CINQUANTE DEUX (1 123 452) Francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Ajavon Ayayi Viviti Maliagba, professeur des CEG de 1<sup>re</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon du corps du personnel de l'enseignement, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> novembre 1993.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Ajavon Ayayi Viviti Maliagba pour compter du 1<sup>er</sup> novembre 1993 une majoration pour enfants au taux de 10 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 3<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

- Ayi Agbo, né le 3 décembre 1968
- Ayéfé Efa, née le 29 novembre 1976
- Ayoko Abuluwoaku Edogbè, née le 3 août 1977

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à CENT DOUZE MILLE TROIS CENT QUARANTE CINQ (112 345) Francs pour compter du 1<sup>er</sup> novembre 1993.

M. Ajavon Ayayi Viviti Maliagba pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> novembre 1993 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4<sup>e</sup> au 5<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

- Ayéfé Fafa, née le 20 septembre 1981
- Ayoko Tonyewonyan, née le 31 octobre 1984



Décision n° 126/CRT/DP du 14 février 1995 — Une pension civile d'ancienneté (indice 1700, pourcentage 80 %) au montant annuel de UN MILLION CENT TRENTÉ UN MILLE SEPT CENT SOIXANTE HUIT (1 131 768) Francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Kpegoh Tsoena Mawu, professeur technique de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon du corps du personnel de l'enseignement, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> août 1994.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Kpegoh Tsoena Mawu pour compter du 1<sup>er</sup> août 1994 une majoration pour enfants au taux de 15 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 4<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Mawussi, né le 30 juillet 1968

Mawuena, née le 17 décembre 1969

Mawutoé, né le 8 août 1973

Hola K. Edotom, né le 20 mars 1977

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à CENT SOIXANTE NEUF MILLE SEPT CENT SOIXANTE SIX (169 766) Francs pour compter du 1<sup>er</sup> août 1994.

M. Kpegoh Tsoena Mawu pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> août 1994 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 5<sup>e</sup> au 6<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Delalom K., née le 18 février 1979

Juju Amen, né le 2 août 1981

Les retenues restant dues par M. Kpegoh Tsoena Mawu au titre de sa validation de la période auxiliaire seront précomptées sur les arrérages de la présente pension.

Décision n° 127/CRT/DP du 14 février 1995 — Une pension civile d'ancienneté (indice 1350, pourcentage 71 %) au montant annuel de SEPT CENT VINGT TROIS MILLE QUATRE CENT QUATRE VINGT HUIT (723 488) Francs pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1985 et de SEPT CENT CINQUANTE NEUF MILLE SIX CENT SOIXANTE (759 660) pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1987 et de SEPT CENT QUATRE VINGT DIX SEPT MILLE SIX CENT QUARANTE HUIT (797 648) Francs pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1990 au 23 mai 1991 est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à Mme Fumey Afiwa Adjoko épouse John-Ayi, institutrice de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon admise à la retraite.

Mme Fumey Afiwa Adjoko épouse John-Ayi étant promue pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1985, institutrice principale de 1<sup>er</sup> échelon (indice 1450) pourra prétendre pour compter du 23 mai 1991 au bénéfice de la révision de sa pension sur la base des dispositions de l'article 4 du décret n° 91-208 du 6 septembre 1991.

Le montant annuel de la pension civile d'ancienneté (indice 1450, pourcentage 80 %) ainsi révisée est fixé à NEUF CENT SOIXANTE CINQ MILLE TROIS CENT VINGT HUIT (965 328) Francs pour compter du 23 mai 1991.

Mme Fumey Afiwa adjoko épouse John-Ayi pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de son enfant Mawuli né le 22 juin 1966.

Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires à la présente décision.

Décision n° 128/CRT/DP du 14 février 1995 — Par application des dispositions de l'article 45 alinéa 3 de la loi 91-11 du 23 mai 1991, une pension militaire d'ancienneté (indice 420, pourcentage 73 %) au montant annuel de DEUX CENT QUARANTE DEUX MILLE NEUF CENT QUATRE VINGT SEIZE (242 996) Francs pour compter du 26 août 1987 et de DEUX CENT CINQUANTE CINQ MILLE CENT QUARANTE HUIT (255 148) Francs pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1990 est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kantche Dabré, gardien de préfecture de 2<sup>e</sup> classe 6<sup>e</sup> échelon du corps du personnel des gardiens de préfecture, admis à la retraite.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Kantche Dabré pour compter du 1<sup>er</sup> novembre 1990, une majoration pour enfants au taux de 10 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 3<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Moyali, né le 08 mai 1968

Lapiyéyé, né le 13 octobre 1970

Yendoubé, né le 28 octobre 1970

Ce taux est porté à 15 % pour compter du 1<sup>er</sup> mai 1993 au titre de son 4<sup>e</sup> enfant Boibkoua né le 6 avril 1973 et à 20 % pour compter du 1<sup>er</sup> août 1993 au titre de son 5<sup>e</sup> enfant Monima né le 22 juillet 1973.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à VINGT CINQ MILLE CINQ CENT QUINZE (25 515) Francs pour compter du 1<sup>er</sup> novembre 1990, à TRENTÉ HUIT MILLE DEUX CENT SOIXANTE DOUZE (38 272) Francs pour compter du 1<sup>er</sup> mai 1993 et à CINQUANTE et UN MILLE TRENTÉ (51 030) Francs pour compter du 1<sup>er</sup> août 1993.



M. Kantehe Dabré pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> novembre 1978 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4<sup>e</sup> au 8<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Boibkoua, né le 6 avril 1973  
 Monima, né le 22 juillet 1973  
 Momantiebe, né le 20 juin 1975  
 Namtiefame, né le 19 mai 1978  
 Paloma, né le 18 août 1978

Les sommes perçues par l'intéressé au titre de la pension concédée suivant l'arrêté n° 201/MFE/CR du 19 juin 1979 et son rectificatif du 19 septembre 1988 seront déduites des arrérages de la nouvelle pension fixée par la présente décision.

Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires à la présente décision.

Décision n° 129/CRT/DP du 14 février 1995 — Une pension militaire d'ancienneté (indice 500, pourcentage 65 %) au montant annuel de DEUX CENT SOIXANTE DIX MILLE QUATRE CENT SOIXANTE HUIT (270 468) Francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Tchatenangbo-Samadjou Atamalou n° mle 371 du corps du personnel des gardien de préfecture, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> octobre 1991.

M. Tchatenangbo-Samadjou Atamalou pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1991 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 8<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Adjowa Mirèssiwa, née le 17 juin 1972  
 Ahou, née le 03 juillet 1974  
 Rotémba, né le 29 septembre 1976  
 Wassèmerè, née le 15 octobre 1978  
 Pérèwa, née le 10 janvier 1981  
 Akamehao, née le 19 décembre 1983  
 Mefissa, née le 18 mars 1986  
 Ferkpawa, née le 18 mars 1986

Décision n° 130/CRT/DP du 14 février 1995 — Par application des dispositions de l'article 20 paragraphe IV de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, le taux de la majoration pour enfants allouée à M. Nondoou Badawassou Kékoutatali, sergent-chef 4<sup>e</sup> échelon n° mle 0514 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises est porté pour compter du 1<sup>er</sup> juin 1994 de 20 à 25 % de sa pension principale CINQ CENT SOIXANTE CINQ MILLE HUIT CENT QUATRE VINGT QUATRE (565 884) Francs l'an au titre de son 6<sup>e</sup> enfant Piyabalo né le 10 avril 1978.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à CENT QUARANTE UN MILLE QUATRE CENT SOIXANTE et ONZE (141 471) Francs pour compter du 1<sup>er</sup> juin 1994.

Par application des dispositions de l'article 20 paragraphe VI de la loi 91-11 du 23 mai 1991, M. Nondoou Badawassou Kékoutatali ne pourra plus bénéficier des allocations familiales au titre de son enfant ci-dessus désigné pour compter du 1<sup>er</sup> juin 1994.

Décision n° 131/CRT/DP du 14 février 1995 — Il est alloué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo une pension temporaire d'orphelin au montant annuel de VINGT SEPT MILLE TROIS CENT QUATRE VINGT (27 380) Francs pour compter du 1<sup>er</sup> décembre 1993 à l'orphelin

Daté Edem, né le 5 décembre 1985

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus de l'enfant, les émoluments attribués à l'orphelin sus-dénommé seront versés entre les mains de Mme Kounké Djatugbé Kafui, chargée de sa tutelle.

Décision n° 132/CRT/DP du 14 février 1995 — Il est attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à Mme veuve Sallah-Afanou Hounkpatin Afiwoavi née Akpamagbo épouse de feu Sallah-Afanou Amouzou, brigadier-chef 3<sup>e</sup> échelon des douanes (indice 630, pourcentage 67,5 %) décédé en retraite le 8 octobre 1991, une pension de veuve au montant annuel de CENT SOIXANTE SEIZE MILLE NEUF CENT QUARANTE SIX (176 946) Francs pour compter du 28 septembre 1992.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin au montant annuel de TRENTA CINQ MILLE TROIS CENT QUATRE VINGT DIX (35 390) Francs pour compter du 28 septembre 1992 à l'orphelin mineur.

Amah, né le 8 septembre 1972

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus de l'enfant, les émoluments attribués à l'orphelin sus-dénommé seront versés entre les mains de Mme veuve Sallah-Afanou Hounkpatin Afiwoavi née Akpamagbo.

Décision n° 134/CRT/DP du 14 février 1995 — Une pension civile proportionnelle (indice 2800, pourcentage 60 %) au montant annuel de UN MILLION TROIS CENT QUATRE VINGT DIX HUIT MILLE SOIXANTE DOUZE (1 398 072)

Francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Blao Simnasso, ingénieur de classe exceptionnelle du corps du personnel du Plan et de l'Aménagement du Territoire, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> janvier 1992.

M. Blao Simnasso pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1992 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 2<sup>e</sup> au 7<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Aklasso Blang, né le 6 décembre 1969  
Sobozou Simfai, né le 23 mai 1972  
Welessi Simliwa, né le 3 septembre 1977  
Tchilalo, née le 26 octobre 1978  
Abiou, né le 29 mai 1981  
Mawaki, né le 24 septembre 1987  
Essossina Ismael Koffi, né le 6 novembre 1987

Les retenues restant dues par M. Blao Simnasso, au titre de la validation des services auxiliaires seront précomptées sur les arrérages de la présente pension.

Décision n° 135/CRT/DP du 14 février 1995 — Une pension civile d'ancienneté (indice 2800, pourcentage 62 %) au montant annuel de UN MILLION TROIS CENT SOIXANTE QUINZE MILLE HUIT CENT SOIXANTE DOUZE (1 375 872) Francs pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1989 à et de UN MILLION QUATRE CENT QUARANTE QUATRE MILLE SIX CENT SOIXANTE HUIT (1 444 668) Francs pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1990 au 22 mai 1991 est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Johnson Assiba Akakpovi Kwassi, administrateur civil de classe exceptionnelle, admis à la retraite.

M. Johnson Assiba Akakpovi Kwassi, pourra prétendre pour compter du 23 mai 1991 au bénéfice de la révision de sa pension concédée au paragraphe ci-dessus, sur la base des dispositions de l'article 4 du décret n° 91-208 du 6 septembre 1991.

Le montant annuel de la pension civile d'ancienneté (indice 2800, pourcentage 77,50 %) ainsi révisée est fixé à UN MILLION HUIT CENT CINQ MILLE HUIT CENT TRENTE DEUX (1 805 832) Francs pour compter du 23 mai 1991.

M. Johnson Assiba Akakpovi Kwassi pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1989 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 2<sup>e</sup> au 5<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Ama-Kwegyrb, née le 3 août 1968  
Kodwo-Kurentsi, né le 2 novembre 1970  
Essi, née le 8 mai 1977  
Ama-Arhinaba, née le 30 avril 1988  
Kobéna-Kwegyrb, né le 22 mai 1990

Les sommes perçues par l'intéressé au titre de la pension concédée suivant l'arrêté n° 468/MEF/CR du 16 septembre 1992 sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo et les sommes dues à la reprise de sa situation administrative seront déduites des arrérages à percevoir au titre de la présente décision.

Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires à la présente décision.

Décision n° 136/CRT/DP du 14 février 1995 — Une pension civile d'ancienneté (indice 2350, pourcentage 75 %) au montant annuel de UN MILLION QUATRE CENT SOIXANTE SIX MILLE SEPT CENT VINGT QUATRE (1 466 724) Francs est attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Bello Tessi, inspecteur de la Jeunesse et des Sports de 1<sup>re</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon du corps du personnel de l'Enseignement, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> janvier 1992.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Bello Tessi, pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1992 une majoration pour enfants au taux de 15 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 4<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Rafiatou, née le 9 janvier 1964  
Rachaki, né le 17 avril 1967  
Raliatou Sorore, née le 02 novembre 1970  
Rabiatou, née le 26 septembre 1974

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à DEUX CENT VINGT MILLE NEUF (220 009) Francs pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1992

Les retenues restant dues par M. Bello Tessi au titre de la validation des services auxiliaires seront précomptées sur les arrérages de la présente pension.

Décision n° 209/CRT/DP du 15 février 1995 — Une pension civile d'ancienneté (indice 700, pourcentage 80 %) au montant annuel de QUATRE CENT SOIXANTE SIX MILLE VINGT (466 020) Francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à Mme Adotevi Chocho, adjoint administratif de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon du corps du personnel de l'administration générale admise à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> octobre 1993.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à Mme Adotevi Chocho pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1993 une majoration pour enfants au taux de 15 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 4<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Ayéle Enyonam, née le 31 décembre 1964  
 Ayoko Djigbodi, née le 1<sup>er</sup> mai 1967  
 Ekué Monchai Djédjom, né le 08 juin 1970  
 Adama Gnédji, né le 21 novembre 1971

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à SOIXANTE NEUF MILLE NEUF CENT TROIS (69 903) Francs pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1993.

Les retenues restant dues par Mme Adotevi Chocho au titre de la validation des services auxiliaires seront précomptées sur les arrérages de la présente pension.

## PARTIE NON OFFICIELLE

### Avis, communications et Annonces

#### CONSERVATION DE LA PROPRIETE FONCIERE

### AVIS DE BORNAGE

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire présenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le mardi 7 février 1995 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Sokodé, préfecture de Tchoudjo consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 7 a 18 ca, connu sous le nom de Didaouré et borné au nord par la 1<sup>re</sup> rue au sud du stade, au sud par la propriété El Hadj Kassim, à l'est par la propriété Awel Touré et à l'ouest par la propriété Kododji Bouraima dont l'immatriculation a été demandée par la dame Fofana Mariama, commerçante, demeurant à Lomé-Tokoin St Joseph s/c de Me Amavi Ayité Hillah, notaire à Lomé suivant réquisition du 26 janvier 1990, n° 14633.

Le mardi 7 février 1995 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Sokodé, commune de Sokodé consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance de 19 a 96 ca, connu sous le nom de Pangalam et borné au nord et à l'ouest par des rues non dénommées, au sud par le lot n° 878 et à l'est par le lot n° 884 dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Takassi Kondi Kikpa, architecte ingénieur à l'EAMAU, demeurant à Lomé Tél. 21-62-53 suivant réquisition du 20 septembre 1990, n° 15006.

Le mardi 7 février 1995 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Avoutokpa, préfecture des Lacs consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 53 a 46 ca, connu sous le nom de Tota et borné au nord par la mission catholique, au sud par la collectivité Messan, à l'est par la route Tannou Avoutokpa et à l'ouest par les propriétés Houinkpati et Kassegnam dont l'immatriculation a été demandée par le pasteur Touléassi K. Béné, modérateur de l'église évangélique du Togo, demeurant à Lomé 1 rue Tokmaké, mandataire de l'église évangélique du Togo suivant réquisition du 3 septembre 1992, n° 16055.

Le mardi 7 février 1995 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Attitogon, préfecture des Lacs consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance de 50 a 90 ca, connu sous le nom de Tota et borné au nord par la route Mawoussi Tota, au sud par les propriétés Edoh Togbé Aguekou et Amedewou Aholou, à l'est par la propriété Gadedjiso Adanzouhoin et à l'ouest par la collectivité Amedomé Gafan dont l'immatriculation a été demandée par le pasteur Touléassi K. Béné, modérateur de l'église évangélique du Togo, demeurant à Lomé 1 rue Tokmaké, mandataire de l'église évangélique du Togo suivant réquisition du 3 septembre 1992, n° 16057.

Le mercredi 8 février 1995 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Attitogon, préfecture des Lacs consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance de 28 a 46 ca, et borné au nord par Agbezouhlon Komlan, au sud par Mme Koumakou Sodalodé et Koumakou Kokouvi, à l'est par une route Attitogon Akklakou et Locoh Dosseh, à l'ouest par la collectivité Agbezouhlon et Agbezouhlon Hounsino dont l'immatriculation a été demandée par le pasteur Touléassi K. Béné, modérateur de l'église évangélique du Togo, demeurant à Lomé 1 rue Tokmaké, mandataire de l'église évangélique du Togo suivant réquisition du 3 septembre 1992, n° 16054.

Le mercredi 8 février 1995 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Attitogon, préfecture des Lacs consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 8 a 89 ca, connu sous le nom de Dédomé et borné au nord par Agbezouhlon Setoukpa, au sud par Agbezouhlon Attikpo et Setoukpa, à l'est par la route Anfoin Attitogon et à l'ouest par la route Avoutokpa Attitogon dont l'immatriculation a été demandée par le pasteur Touléassi K. Béné, modérateur de l'église évangélique du Togo, demeurant à Lomé 1 rue Tokmaké, mandataire de l'église évangélique du Togo suivant réquisition du 3 septembre 1992, n° 16056.

Le jeudi 9 février 1995 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Sokodé, commune de Sokodé consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 6 a 21 ca, connu sous le nom de Tchawanda et borné au nord, au sud et à l'ouest par des lots non identifiés et à l'est par une rue non dénommée dont l'immatriculation a été demandée par la dame Bassoa, épouse Madjoulba Miga, infirmière d'Etat au CHU demeurant à Lomé Tél. 21-25-01 suivant réquisition du 8 mars 1991, n° 15287.

Le vendredi 10 février 1995 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Zooti-Hévé, préfecture de Vo consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance de 8 ha 99 a 54 ca, connu sous le nom de Djigbéglé et borné au nord par Akakpovi Yaogan, Afantchao Houndoadika et Djimedo Fogan, au sud par Djimedo Fogan et Koufonou Agbato, à l'est par Agbomé Gbégbé, Adanwonou Akakpovi, Wodadje Akouété et Kueviakoé Aho Dosseh, à l'ouest par kueviakoé Aho Dosseh dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Kinvi-Dossou Améholé, transporteur, demeurant à Anfoin Apeda Condji suivant réquisition du 28 juin 1991, n° 15444.

Le vendredi 10 février 1995 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Zooti, préfecture de Vo consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance de 5 ha 86 a 51 ca, connu sous le nom de Hévé et borné au nord par les propriétés Kueviakoé Aho Dosseh et Agbolété Gakenou, au sud par les propriétés Komouko Nyadjo et Vignon Anoumou, à l'est par les propriétés Yovo Kaklevi et Vignon Anoumou et à l'ouest par la propriété Assavi Godome dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Kinvi-Dossou Améholé, transporteur, demeurant à Anfoin Apeda Condji suivant réquisition du 28 juin 1991, n° 15445.

Le vendredi 10 février 1995 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Sokodé, commune de Sokodé consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 49 a 97 ca, connu sous le nom de Pangalam et borné au nord et au sud par des rues non dénommées, à l'est et à l'ouest par la collectivité de Pangalam dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Wasungu Arfa Pascal, chef cellule Psychotechnique à l'office Togolais des phosphates, demeurant à Kpémé Tél : 37-39-01 suivant réquisition du 16 septembre 1992, n° 16073.

Le vendredi 10 février 1995 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Sokodé, commune de Sokodé consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance de 29 a 46 ca, connu sous le nom de Pangalam et borné au nord et au sud par les rues non dénommées, à l'est par un lot non identifié et à l'ouest par la rue du château d'eau dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Wasungu Arfa Pascal, chef cellule Psychotechnique à l'office Togolais des phosphates, demeurant à Kpémé Tél : 37-39-01 s/c M. Labari E. Komlan suivant réquisition du 16 septembre 1992, n° 16074.

Le vendredi 10 février 1995 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Sokodé, commune de Sokodé consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance de 24 a 99 ca, connu sous le nom de Pangalam et borné au nord et à l'ouest par la collectivité Pangalam, au sud et à l'est par les rues non dénommées dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Wasungu Arfa Pascal, chef cellule Psychotechnique à l'office Togolais des phosphates, demeurant à Kpémé Tél : 37-39-01 suivant réquisition du 16 septembre 1992, n° 16075.

Le lundi 13 février 1995 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Bafilo, commune de Bafilo, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 14 a 45 ca, connu sous le nom de N'Kassaidé et borné au nord par les lots n°s 24 et 25, au sud par les lots n°s 30 et 31, à l'est par la rue de 14 m et à l'ouest par la route nationale n° 1 Lomé-Kara dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Adam Abdouramann agent commercial demeurant à Lomé, 89 rue de la Paix prolongée Tél 21-60-10 suivant réquisition du 22 juillet 1992, n° 15982.

Le lundi 13 février 1995 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Vogan-Amoindji, commune de Vo consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 3 a 60 ca, connu sous le nom de Netikamé et borné au nord par le lot n° 320, au sud par une rue non dénommée, à l'est par le lot n° 321 et à l'ouest par la propriété Kondo Amelévi Tépéali dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Samaty Tchaké, assistant d'hygiène demeurant à Vogan-Amoindji (Netikamé) Tél : 21-87-76, Hôpital de Vogan suivant réquisition du 13 mars 1992, n° 15794.

Le mardi 14 février 1995 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Avetonou, Préfecture d'Agou consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance de 29 ha 30 a 39 ca, connu sous le nom de Wouto et borné au nord, au sud et à l'est par la collectivité Afa, à l'ouest par l'emprise du CFT Lomé-Kpalimé dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Mensah Moïse, médecin, demeurant à Kpalimé quartier Lom'nava suivant réquisition du 10 septembre 1992, n° 16065.

Le mardi 14 février 1995 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Kara, Commune de Kara consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 15 a 98 ca, connu sous le nom de Dongoyo et borné au nord par une rue existante, au sud par le lot n° 14, à l'est par le lot n° 7, à l'ouest par le lot n° 5 dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Bilanté Madjabida, chef personnel à l'Institut National d'Hygiène demeurant à Lomé Tél 21-06-33 dom. 25-92-35 suivant réquisition du 4 mai 1993, n° 16133.

Le Mardi 14 février 1995 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Baguida, préfecture du Golfe consistant en une parcelle de terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 8 a 47 ca, connu sous le nom de Avépozo et borné au nord par lot n° 14, au sud par les lots n° 18 et 19, à l'est par le lot n° 17 et à l'ouest par une rue en projet de 14 m dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Anénou Ayayi Koudahin, directeur de société demeurant à Lomé BP 3258 Tél. Dom. 21-64-59, Bur. 27-65-57 (représ. son fils Anenou Ayikoévi G.) suivant réquisition du 18 août 1993, n° 16181.

Le Mardi 14 février 1995 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Baguida, préfecture du Golfe consistant en une parcelle de terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 5 a 92 ca, connu sous le nom de Avépozo et borné au nord par lot n° 16, au sud par une rue en projet de 16 m, à l'est par le lot n° 20 et à l'ouest par le lot n° 18 dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Anénou Ayayi Koudahin, directeur de société demeurant à Lomé BP 3258 Tél. Dom. 21-64-59, Bur. 27-65-57 (représ. sa fille Anenou Ayoko M.) suivant réquisition du 18 août 1993, n° 16182.

Le Mardi 14 février 1995 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Baguida, préfecture du Golfe consistant en une parcelle de terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance de 6 a 84 ca, connu sous le nom de Avépozo et borné au nord par le lot n° 16, au sud par une rue en projet de 16 m, à l'est par le lot n° 19 et à l'ouest par une rue en projet de 14 m dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Anénou Ayayi Koudahin, directeur de société demeurant à Lomé BP 3258 Tél. Dom. 21-64-59, Bur. 27-65-57 (représ. son fils Anenou Messan Wobubé) suivant réquisition du 18 août 1993, n° 16184.

Le Mardi 14 février 1995 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Kara, préfecture de la Kozah, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 10 a 72 ca, connu sous le nom de Dongoyo et borné au nord et à l'est par la propriété Adaké Tani, au sud par la propriété Abalo et à l'ouest par une rue non dénommée dont l'immatriculation a été demandée par M. Alfa Abdoulaye Tadjé, étudiant en agronomie demeurant à Kara suivant réquisition du 28 juin 1988, n° 13697.

Le Mercredi 15 février 1995 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Baguida, préfecture du Golfe consistant en une parcelle de terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 6 a 2 ca, connu sous le nom de Avépozo et borné au nord par le lot n° 53, au sud par une réserve administrative, à l'est par le lot n° 56 et à l'ouest par une rue en projet de 16 m dont l'immatriculation a été demandée par la dame Dogbé Kokoé épouse Anénou Ayayi Koudahin, revendeuse demeurant et domiciliée à Lomé BP 3258 Tél. Dom. 21-64-59, Bur. 27-65-57 suivant réquisition du 18 août 1993, n° 16179.

Le Mercredi 15 février 1995 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Baguida, préfecture du Golfe consistant en une parcelle de terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 6 a 2 ca, connu sous le nom de Avépozo et borné au nord par le lot n° 51, au sud par le lot n° 55, à l'est par le lot n° 54 et à l'ouest par une rue en projet de 16 m dont l'immatriculation a été demandée par la dame Ananivi Somayi épouse Anénou Ayayi Koudahin, revendeuse demeurant et domiciliée à Lomé BP 3258 Tél. Dom. 21-64-59, Bur. 27-65-57 suivant réquisition du 18 août 1993, n° 16180.

Le Mercredi 15 février 1995 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Baguida, préfecture du Golfe consistant en une parcelle de terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 8 a 63 ca, connu sous le nom de Avépozo et borné au nord par le surplus de la propriété Kpodar, au sud par le lot n° 16, à l'est par le lot n° 15 et à l'ouest par une rue en projet de 14 m dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Anénou Ayayi Koudahin, directeur de société demeurant à Lomé BP 3258 Tél. Dom. 21-64-59, Bur. 27-65-57 (représ. son fils Anenou Ayikoe) suivant réquisition du 18 août 1993, n° 16183.

Le Mercredi 15 février 1995 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Kara, préfecture de la Kozah, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 7 a 41 ca, connu sous le nom de Agamadè et borné au nord, au sud et à l'ouest par les collectivités Katanga et à l'est par une rue non dénommée dont l'immatriculation a été demandée par M. Batchati Bawubadi fonctionnaire en retraite demeurant à Kara Tél. 60-62-40 suivant réquisition du 14 septembre 1993, n° 16197.

Le Mercredi 15 février 1995 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Gapé, préfecture du Zio, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance de 20 ha 43 a 91 ca, connu sous le nom de Wonougba et borné au nord par Koffi, au sud par Afawoubo Toké, à l'est par Mikoadomé Adjabli et à l'ouest par Adihé Agbodo, dont l'immatriculation a été demandée par M. Adjam-Sodangbé Anani, menuisier demeurant à Lomé suivant réquisition du 10 juin 1986, n° 12550.

Le Mercredi 15 février 1995 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Kara, commune de Kara, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 6 a 82 ca, connu sous le nom de Agamadè et borné au nord par le lot n° 532, au sud par une rue non dénommée, à l'est par le lot n° 535 et à l'ouest par le lot n° 531 dont l'immatriculation a été demandée par la dame Pabozi Abna Mazalo, épouse Mipam, médecin demeurant à Kara (CNSS) Tél. 60-60-64 suivant réquisition du 14 MAI 1991, n° 15374.

Le conservateur de la propriété foncière.

**M. Kodjovi N. KUGBE**

